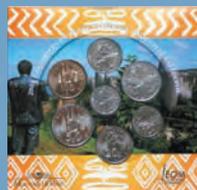
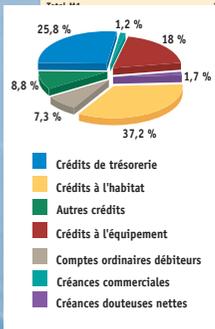




Bulletin trimestriel

Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
M1							
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	186 008	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
M2							
	117 625	124 422	132 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
	-	368	760	368	392		106,6 %
	08 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 147 - Statistiques au 30/06/2011

NOUVELLE-CALÉDONIE
115 000 000



Nouvelle-Calédonie

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- L'émission des signes monétaires ;**
- Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc.) ;
- La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, observatoire des tarifs bancaires, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer ;
- L'établissement de la **balance des paiements** de la Nouvelle-Calédonie ;

Sommaire

1. Synthèse	3
2. La masse monétaire et la circulation fiduciaire	8
2.1 La masse monétaire	8
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	8
2.3 La circulation fiduciaire	9
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	10
3.1 Les actifs par agent	10
Les avoirs des ménages	11
Les avoirs des sociétés	12
3.2 Les actifs par nature	13
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	14
4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit	14
L'endettement des ménages	15
L'endettement des entreprises	16
L'endettement des collectivités locales	17
4.2 Les passifs des établissements locaux	18
5. Les engagements bancaires	20
5.1. Les risques sectoriels	20
5.2. Les indicateurs de vulnérabilité	21
Les indicateurs globaux	21
Les indicateurs de vulnérabilité des ménages	21
6. Le financement des concours bancaires	22
6.1 L'équilibre emplois - ressources	22
6.2 Le réescompte	22
7. La monétique et les échanges de valeur	23
7.1 La monétique	23
7.2 Les échanges de valeur	23
8. Rappel des taux	24
8.1 Les taux d'intérêt légal	24
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	24
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire	24
8.4 Les taux de l'usure	25
8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit	26
Annexe : Méthodologie	27

1. Synthèse

Un contexte économique et financier mondial qui tend à se redresser progressivement.

La croissance de l'économie mondiale s'est ralentie au 2^{ème} trimestre 2011, dans les pays avancés comme dans les pays émergents, dans un contexte de resserrement des politiques monétaires face aux pressions inflationnistes liées à la hausse des prix de l'énergie et des matières premières. La période récente a été marquée par l'aggravation de la crise de la dette souveraine dans la zone Euro, le relèvement du plafond de la dette fédérale aux Etats-Unis et l'instabilité des marchés boursiers.

Au deuxième trimestre, la croissance américaine est demeurée faible, à 1 %, freinée par la hausse des prix de l'énergie, la stagnation de la consommation des ménages, la faiblesse du marché immobilier et les contraintes de consolidation budgétaire.

En Asie, la situation économique du Japon s'est redressée plus rapidement que prévu, malgré le recul du PIB observé au 2^e trimestre. Les autorités japonaises ont mis en œuvre un plan de reconstruction et la Banque du Japon a encore assoupli sa politique monétaire. La Chine affiche une croissance plus modérée qu'en 2010, à la suite du resserrement de la politique monétaire visant à enrayer les tensions inflationnistes.

La reprise ne s'est pas confirmée dans la zone euro au cours du deuxième trimestre, fragilisée par la crise de la dette souveraine, avec un ralentissement de la croissance du PIB à 0,2 %. Les conditions économiques se sont détériorées par rapport au premier trimestre, avec le ralentissement de la consommation, le recul de la production industrielle en Allemagne et le comportement attentiste des entreprises sur fond de tensions financières.

Le 21 juillet, les dirigeants des pays de la zone euro ont décidé d'étendre les compétences du Fonds européen de stabilisation financière (FESF) - dont l'objectif est de venir en aide aux Etats de la zone euro confrontés à des difficultés – afin notamment de lui permettre d'acheter des obligations d'Etat sur le marché secondaire et d'aider à la recapitalisation d'établissements financiers. D'autres mesures ont été prises, telles que l'allongement de la durée des prêts et l'application de taux d'intérêts préférentiels. Ces dispositions n'entreront toutefois en vigueur qu'après ratification des parlements nationaux. Une aide supplémentaire de 109 milliards d'euros a été allouée à la Grèce en juillet, à la suite de l'adoption de nouvelles mesures budgétaires, et un assouplissement des conditions a été accordé au Portugal et à l'Irlande. En raison des tensions sur les taux de l'Espagne et de l'Italie, la BCE a repris en août son programme d'achat d'obligations d'Etat (SMP). Les gouvernements italiens et espagnols se sont engagés à adopter la règle de l'équilibre budgétaire, qui pourrait également être adoptée par d'autres pays de la zone Euro.

En matière de politique monétaire, la BCE a relevé de 25 points de base son principal taux directeur le 7 juillet, pour le porter à 1,5 %, estimant que le nouvel ajustement était nécessaire compte tenu des risques à la hausse pesant sur la stabilité des prix. La FED a laissé pour sa part son taux directeur inchangé, dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. La parité EUR/USD, qui avait enregistré une forte hausse de janvier à avril 2011, s'inscrit en baisse depuis cette date.

Sur les marchés boursiers, l'envolée du cours du pétrole et des matières premières s'est interrompue - hormis celle de l'or - affectée par les craintes d'un ralentissement de l'activité économique mondiale et les tensions financières en Europe. Durant l'été, les craintes sur l'environnement macroéconomique, la crise des dettes souveraines et son impact sur les comptes des banques européennes ont alimenté l'inquiétude des marchés et entraîné la chute des bourses mondiales, affectant plus particulièrement les valeurs bancaires.

Une économie calédonienne favorablement orientée mais qui présente quelques signes d'essoufflement.

L'enquête trimestrielle de conjoncture fait ressortir une légère dégradation de l'indicateur du climat des affaires sur le second trimestre 2011. Les chefs d'entreprise interrogés jugent en effet leur niveau d'activité toujours satisfaisant, mais s'inquiètent de l'allongement des délais de paiement de la clientèle, de l'alourdissement de leurs charges et, par voie de conséquence, de la dégradation de leur trésorerie dans un contexte où il n'y a pas eu, pour l'instant, d'arbitrage sur les effectifs.

Conjoncture financière et bancaire

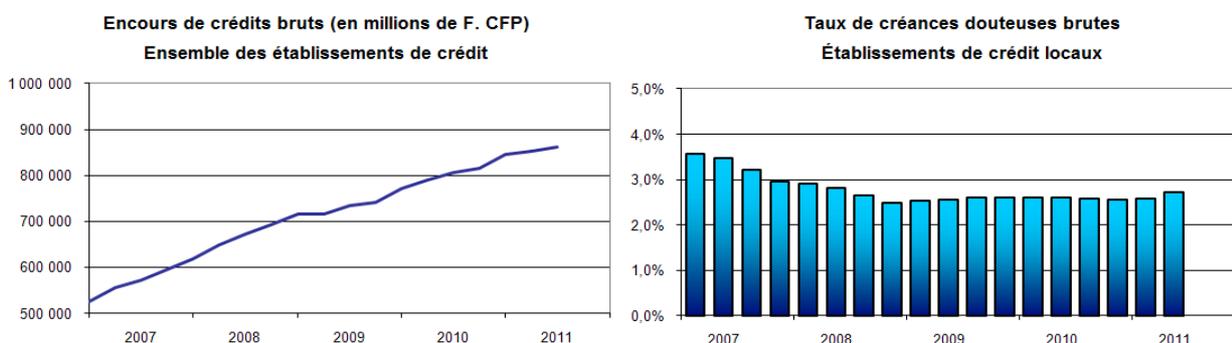
Une activité bancaire en ralentissement mais qui reste encore soutenue ...

La conjoncture monétaire et financière du second trimestre est marquée par la confirmation du moindre dynamisme de la progression des encours de crédit bancaires. Elle reste cependant soutenue sur l'ensemble de l'année :

- l'encours de crédits sains de l'ensemble des établissements de crédit se maintient au deuxième trimestre 2011 (+1%, comme au trimestre précédent ; +6,7 % sur un an), les encours sains des entreprises (+0,8 %) étant moins favorablement orientés que les crédits aux ménages et aux collectivités (+1,2 % et +2,1 % respectivement);
- les encours sains des établissements de crédit locaux poursuivent leur progression (+0,7 % au deuxième trimestre), en raison notamment de la croissance des encours des crédits d'exploitation des entreprises (+2,8 %) et des crédits à la consommation des ménages (+1,6 %);
- les crédits d'investissement des entreprises subissent un léger tassement (- 0,4%) alors que les crédits à l'habitat des ménages (+1,0 % au deuxième trimestre ; +8,2 % sur un an) ont infléchi leur rythme de progression ;
- la qualité du portefeuille clientèle des établissements de crédit locaux enregistre une très légère dégradation (+0,1 point de taux de créances douteuses) mais reste saine, avec un taux de créances douteuses brutes particulièrement modéré à 2,7 %.

Au final, le rythme de croissance sur douze mois des encours de crédits fléchit mais reste encore soutenu.

Parallèlement, l'activité de collecte affiche un repli de 2,4 % contre une hausse du même ordre lors du trimestre précédent. Ces évolutions n'affectent pas la clientèle des ménages, mais sont imputables, en grande partie, aux mouvements de fonds effectués dans le cadre des grands projets en cours.



... avec cependant des résultats contrastés selon les établissements de crédit.

Dans le détail, la situation doit être nuancée selon les catégories d'établissements de crédit.

Ainsi, la croissance de l'encours de crédits porté par les établissements situés hors zone d'émission (27 % du total de l'encours) a ralenti sur les douze derniers mois par rapport à l'année précédente (+5,2 % sur un an, contre + 19,5 % entre juin 2009 et juin 2010).

A l'inverse, les banques FBF de la place (69 % du total de l'encours) affichent une légère accélération de leur activité de crédit sur la même période (+8,7 % contre +7,1 % sur les douze mois de la période précédente). Elles ont notamment bénéficié d'une demande soutenue des ménages en matière de crédits à la consommation (+7,4 % sur un an) et des entreprises en matière de crédits d'exploitation (+10,6 %).

Parallèlement, les sociétés financières de la place (4 % du total de l'encours) présentent, depuis plusieurs trimestres déjà, une baisse régulière de leur volume d'activité ainsi qu'une dégradation de la qualité de leur portefeuille. Leur encours diminue ainsi de 8 % sur les douze derniers mois, conséquence notamment du recul des financements sous forme de crédit-bail.

Les crédits aux entreprises maintiennent leur rythme de progression

Au second trimestre 2011, la croissance de l'encours de crédits aux entreprises octroyés par l'ensemble des établissements de crédit reste contenue (+0,8 %, contre +0,7 % au trimestre précédent ; +5,3 % sur un an).

Ainsi, l'encours des crédits d'investissement progresse au même rythme que le trimestre précédent (+1,1 % ; +3 % sur un an). Parallèlement, la demande de financement des besoins d'exploitation s'accroît de 1,2 % (+9 % sur un an) avec, en particulier, une progression significative de l'encours des comptes ordinaires débiteurs (+9,6 % ; +18,7 % sur un an) qui retrouvent leur niveau de juin 2009 (32 milliards de F CFP).

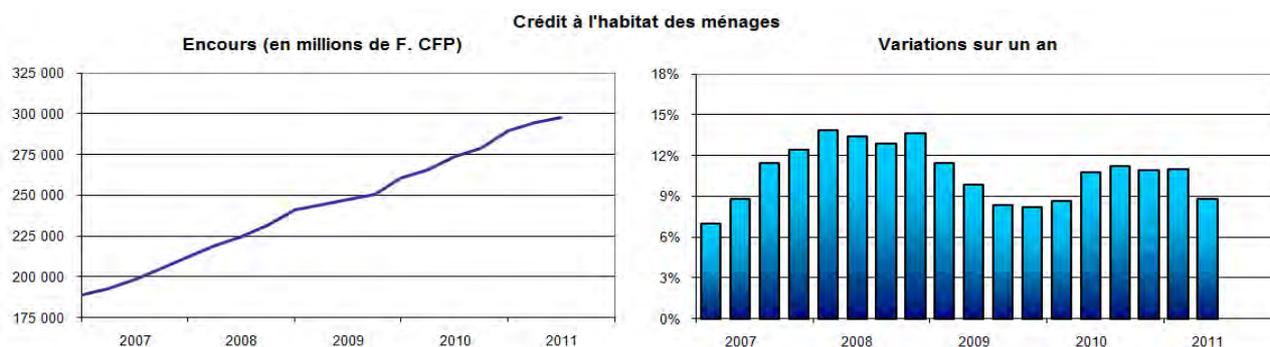
Au plan sectoriel, les services expliquent l'essentiel de la hausse de l'endettement des entreprises en glissement annuel. Ces derniers, qui concentrent presque la moitié des engagements en faveur des entreprises, affichent en effet une progression de leur encours de 10,6 % sur un an. Les concours bancaires en faveur du secteur du BTP (13 % des engagements totaux des entreprises) sont, pour leur part, en léger repli sur la période sous revue (-1,6 %). Enfin, l'endettement du secteur du commerce (13 % également des engagements en faveur des entreprises) augmente de 4,5 %.

Une conjoncture toujours favorable pour les crédits aux ménages

La demande de financement des ménages s'inscrit dans la continuité du premier trimestre (+1,2 % sur la période sous revue, après +1,3 % au trimestre précédent). Sur douze mois, la hausse de l'encours des ménages reste significative (+8,2 %).

L'investissement immobilier des ménages se révèle moins dynamique, avec une progression plus modérée de l'encours des crédits à l'habitat (+1 % contre +1,9 % le trimestre précédent ; +8,8 % sur un an). Cet encours représente 80 % de l'encours total en faveur des particuliers. En termes d'octrois, le volume distribué au cours du premier semestre 2011 ressort inférieur à celui des six premiers mois de l'année 2010 (-3,4 %), mais largement supérieur au cours de la même période de l'année 2009.

La croissance des crédits à la consommation reste orientée favorablement (+1,4 % sur le trimestre ; +3,5 % sur un an), du fait notamment de la progression marquée de l'encours des comptes ordinaires débiteurs (+6,9 %). La demande en matière de crédits de trésorerie est également en hausse sur le trimestre (+1,4 % ; +3,5 % sur un an), en lien avec la bonne tenue de la consommation des ménages.



Parallèlement, les ménages épargnent davantage.

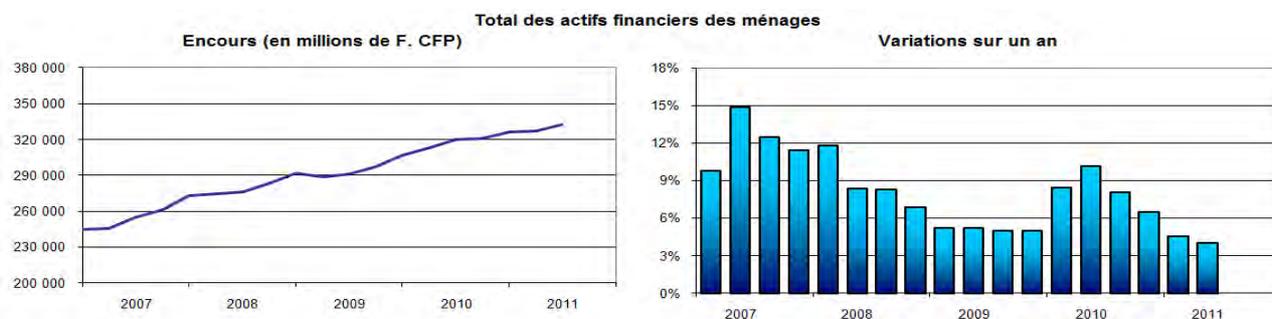
Sur le deuxième trimestre de l'année, l'activité de collecte auprès des ménages ressort en hausse de 1,7 %. Dans le détail, la hausse des liquidités -dépôts à vue pour l'essentiel - se révèle plus marquée que celle des placements à court terme¹ (respectivement +2,8 % et +1,7 %), alors que les placements à long terme² ont ralenti leur progression (+0,6 %).

¹comptes sur livrets, comptes à terme, OPCVM monétaires, etc.

² PEL, OPCVM non monétaires, contrats d'assurance-vie, etc.

Conjoncture financière et bancaire

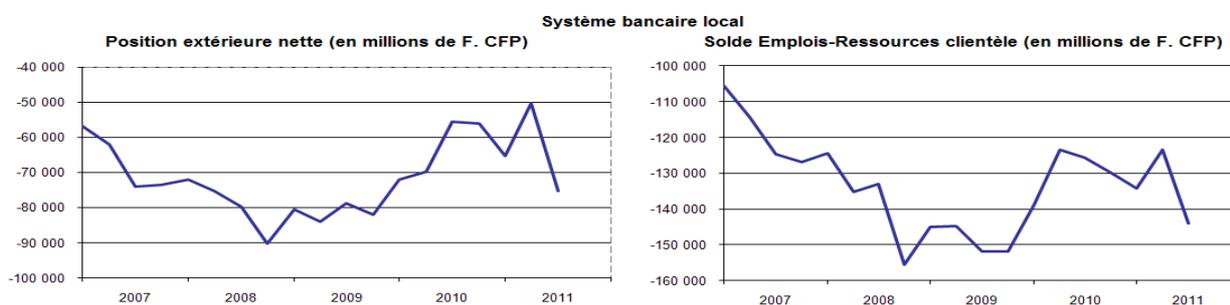
Sur douze mois, les ménages affichent une progression de 4 % de leurs actifs financiers. L'encours des dépôts à vue augmente de 8,2 %, contre +9,0 % pour l'épargne à long terme (dont +10 % pour l'encours des contrats d'assurance-vie) et -2,6 % pour les placements à court terme. Ces évolutions sont en phase avec le niveau historiquement bas des taux de référence du marché monétaire, qui rend moins attractive la rémunération des placements indexés. L'encours des placements indexés sur les taux du marché, diminue ainsi de -19,8 % sur un an. En revanche, l'encours des comptes sur livrets s'affiche en hausse de 6,7 %, conséquence du relèvement du taux de rémunération, de 1,75 % à 2%, du Livret A depuis 1^{er} février 2011¹.



Sur un an, la masse monétaire continue de progresser, contrairement au solde emplois/ressources des établissements financiers locaux qui se dégrade.

La masse monétaire (M3) se replie de 2,8 % au second trimestre en liaison notamment avec la diminution des dépôts à vue (-7,1 %). Cette évolution est sensible aux mouvements de fonds effectués dans le cadre des grands projets en cours, qui ont induit une forte hausse de M3 au premier trimestre suivie d'un repli au second. Au final, sur les douze derniers mois, la croissance de M3 ressort à +5,8 % (contre +14,8 % un an auparavant).

Le système bancaire local, en quête structurelle de ressources clientèle, est affecté par cette tendance au second trimestre. L'activité de collecte a diminué (-3,1% pour les dépôts collectés), alors que l'activité de crédit continue de progresser (+0,8 % pour les crédits bruts). Le système bancaire local affiche ainsi une détérioration du solde emplois-ressources clientèle, comme de sa position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission). Le solde de la position extérieure nette du système bancaire local, structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, s'alourdit *in fine*, pour s'établir à -75 milliards de F CFP au 30 juin 2011, contre -50 milliards au 30 mars 2011.

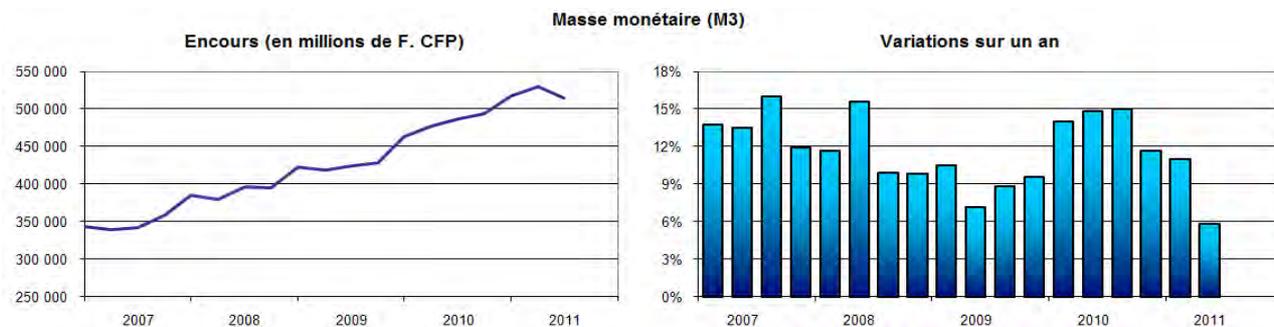


¹ Le 1^{er} août 2011, le taux du Livret A a été porté à 2,25%.

2. La masse monétaire et ses contreparties

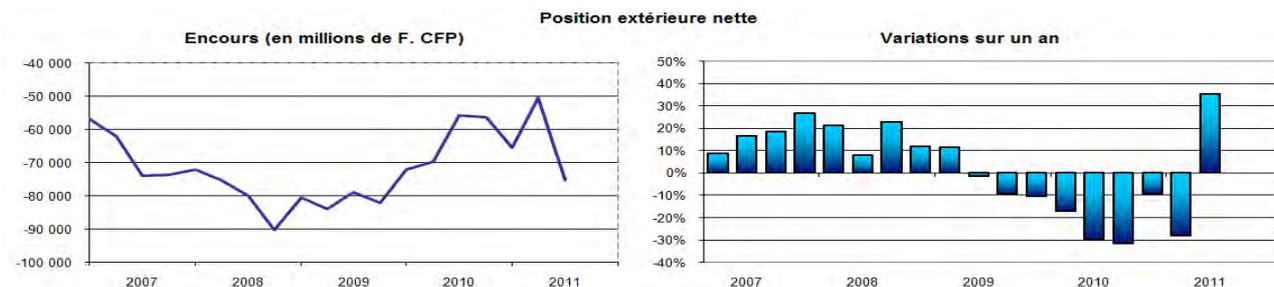
2.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an	
Circulation fiduciaire	11 200	11 765	11 919	12 311	13 269	13 562	14 666	13 733	14 070	2,5%	6,0%	
<i>Billets</i>	9 962	10 438	10 516	10 806	11 710	11 997	13 068	12 129	12 448	2,6%	6,3%	
<i>Pièces</i>	1 238	1 327	1 403	1 505	1 559	1 565	1 598	1 604	1 622	1,1%	4,0%	
Dépôts à vue	139 383	158 420	179 428	180 569	208 639	218 389	245 223	238 141	221 270	-7,1%	6,1%	
TOTAL M1	150 583	170 185	191 347	192 880	221 908	231 951	259 889	251 874	235 340	-6,6%	6,1%	
M2-M1	63 652	66 221	71 249	84 575	91 495	90 542	93 205	95 350	97 525	2,3%	6,6%	
Comptes sur livrets	62 855	65 452	70 526	83 876	90 813	89 864	92 529	94 677	96 867	2,3%	6,7%	
Comptes épargne logement	797	769	723	699	682	678	676	673	658	-2,2%	-3,5%	
TOTAL M2	214 235	236 406	262 596	277 455	313 403	322 493	353 094	347 224	332 865	-4,1%	6,2%	
M3-M2	87 262	105 841	133 090	146 527	173 423	170 876	163 887	182 826	182 312	-0,3%	5,1%	
Dépôts à terme	86 475	105 136	132 456	145 964	173 264	170 717	163 732	182 678	182 176	-0,3%	5,1%	
Bons de caisse	787	705	634	563	159	159	155	148	136	-8,1%	-14,5%	
Total M3	301 497	342 247	395 686	423 982	486 826	493 369	516 981	530 050	515 177	-2,8%	5,8%	
P1	6 060	5 565	4 854	4 215	4 132	4 022	4 004	4 019	3 991	-0,7%	-3,4%	
Plans d'épargne logement	6 018	5 514	4 794	4 148	4 056	3 952	3 935	3 919	3 889	-1,6%	-4,1%	
Autres compte d'épargne à régime spécial	42	51	60	67	76	70	69	68	102	50,0%	34,2%	
M3+P1	307 557	347 812	400 540	428 197	490 958	497 391	520 985	534 069	519 168	-2,8%	5,7%	



2.2 Les contreparties de la masse monétaire

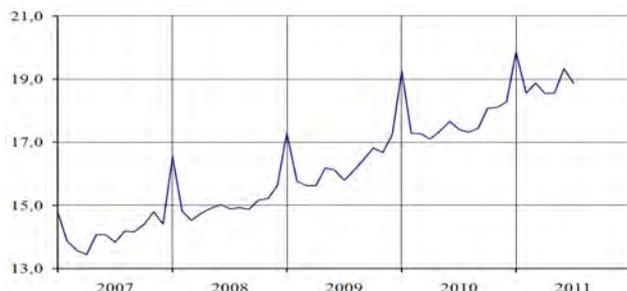
Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an	
Avoirs hors zone d'émission	78 897	89 479	101 635	96 590	121 723	113 605	107 355	114 720	96 190	-16,2%	-21,0%	
Institut d'émission	19 143	22 149	24 632	25 541	37 528	34 035	35 454	30 706	31 293	1,9%	-16,6%	
Etablissements de crédit	59 754	67 330	77 003	71 049	84 195	79 570	71 901	84 014	64 897	-22,8%	-22,9%	
Créances du Trésor public	12 094	13 653	14 346	15 973	16 607	16 080	17 077	17 233	17 401	1,0%	4,8%	
Concours sur ressources monétaires	210 506	239 115	279 705	311 419	348 496	363 684	392 549	398 097	401 586	0,9%	15,2%	
Concours de caractère bancaire des EC locaux	395 140	443 768	502 912	546 721	581 133	591 482	616 831	620 199	625 436	0,8%	7,6%	
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	184 634	204 653	223 207	235 302	232 637	227 798	224 282	222 102	223 850	0,8%	-3,8%	
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	39 033	41 680	47 688	49 779	52 013	52 165	50 461	50 260	53 561	6,6%	3,0%	
Provisions sur créances douteuses	10 103	10 067	10 120	9 910	10 592	10 609	10 826	11 001	11 135	1,2%	5,1%	
Engagements hors zone d'émission	123 160	141 280	156 851	149 922	139 770	135 658	137 210	134 303	140 125	4,3%	0,3%	
Epargne contractuelle	6 060	5 565	4 854	4 215	4 132	4 021	4 004	4 019	3 991	-0,7%	-3,4%	
Divers	6 278	6 061	3 694	21 476	26 130	25 345	21 781	22 519	15 038	-33,2%	-42,4%	
Total M3	301 497	342 247	395 686	423 982	486 826	493 369	516 981	530 050	515 177	-2,8%	5,8%	
Position extérieure nette	-63 406	-73 950	-79 848	-78 873	-55 575	-56 088	-65 309	-50 289	-75 228	49,6%	35,4%	



2.3 La circulation fiduciaire

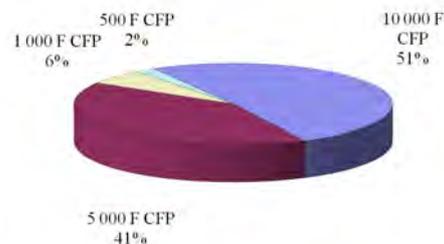
Evolution mensuelle de l'émission nette de billets en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets CFP à fin juin 2011

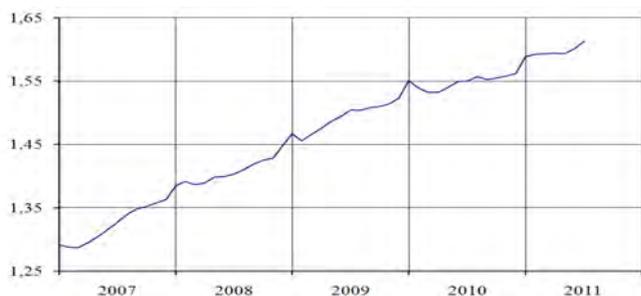


Source : IEOM

Emissions de billets	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an	
En nombre	3 556 947	3 727 179	3 825 558	3 949 919	4 117 007	4 305 485	4 725 277	4 333 965	4 426 910	2,1%	7,5%	
10 000 F CFP	572 519	629 225	704 594	764 680	877 061	899 524	982 808	937 084	959 921	2,4%	9,4%	
5 000 F CFP	1 143 655	1 220 072	1 284 175	1 341 974	1 444 614	1 512 474	1 667 236	1 535 229	1 542 792	0,5%	6,8%	
1 000 F CFP	934 484	1 007 091	1 003 339	1 021 392	1 027 125	1 127 546	1 303 506	1 119 340	1 193 062	6,6%	16,2%	
500 F CFP	906 289	870 791	833 450	821 873	768 207	765 941	771 727	742 312	731 135	-1,5%	-4,8%	
En millions de F CFP	12 831	13 835	14 887	15 789	17 405	18 068	19 854	18 537	18 872	1,8%	8,4%	
10 000 F CFP	5 725	6 292	7 046	7 647	8 771	8 995	9 828	9 371	9 599	2,4%	9,4%	
5 000 F CFP	5 718	6 100	6 421	6 710	7 223	7 562	8 336	7 676	7 714	0,5%	6,8%	
1 000 F CFP	935	1 007	1 003	1 021	1 027	1 128	1 304	1 119	1 193	6,6%	16,2%	
500 F CFP	453	435	417	411	384	383	386	371	366	-1,5%	-4,8%	

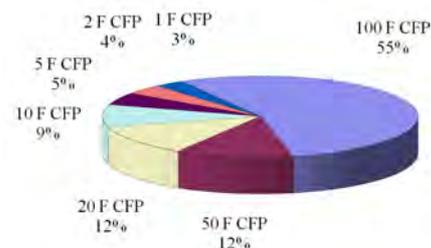
Evolution mensuelle de l'émission nette de pièces en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de pièces CFP à fin juin 2011



Source : IEOM

Emissions de pièces	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an	
En nombre	95 806 547	101 292 175	106 757 985	113 353 133	118 473 993	119 693 767	121 895 525	123 131 285	124 476 283	1,1%	5,1%	
100 F CFP	7 006 861	7 558 244	8 022 194	8 588 531	8 720 700	8 645 227	8 806 333	8 819 069	8 929 637	1,3%	2,4%	
50 F CFP	2 939 409	3 138 749	3 250 696	3 497 151	3 620 487	3 742 068	3 857 768	3 855 475	3 908 979	1,4%	8,0%	
20 F CFP	7 258 596	7 727 785	8 148 271	8 810 674	9 273 558	9 411 756	9 674 113	9 708 496	9 757 004	0,5%	5,2%	
10 F CFP	10 420 545	11 108 894	11 807 864	12 652 048	13 432 857	13 612 250	13 925 134	14 087 280	14 209 787	0,9%	5,8%	
5 F CFP	12 089 987	12 837 969	13 774 356	15 021 921	16 049 283	16 309 179	16 650 982	16 935 199	17 127 603	1,1%	6,7%	
2 F CFP	23 984 587	25 221 386	26 621 414	28 054 564	29 253 644	29 542 995	29 983 196	30 311 729	30 747 232	1,4%	5,1%	
1 F CFP	32 106 562	33 699 148	35 133 190	36 728 244	38 123 464	38 430 292	38 997 999	39 414 037	39 796 041	1,0%	4,4%	
En millions de F CFP	1 238	1 327	1 403	1 504	1 550	1 555	1 589	1 595	1 613	1,1%	4,1%	
100 F CFP	701	756	802	859	872	865	881	882	893	1,3%	2,4%	
50 F CFP	147	157	163	175	181	187	193	193	195	1,3%	8,0%	
20 F CFP	145	155	163	176	186	188	194	194	195	0,5%	5,2%	
10 F CFP	104	111	118	127	134	136	139	141	142	0,9%	5,8%	
5 F CFP	60	64	69	75	80	82	83	85	86	1,1%	6,7%	
2 F CFP	48	50	53	56	59	59	60	61	62	1,5%	5,1%	
1 F CFP	32	34	35	37	38	38	39	39	40	1,0%	4,5%	

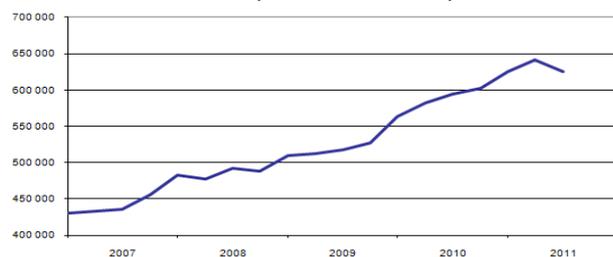
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

3.1 Les actifs par agent

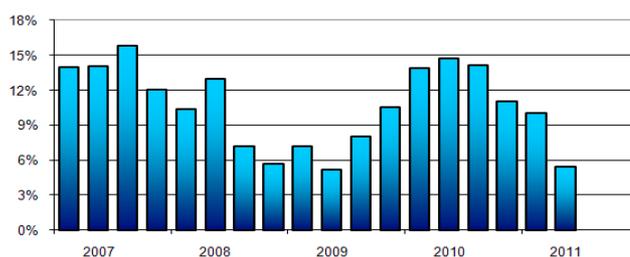
Actifs par agent	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an	
Sociétés	117 181	132 687	154 745	156 204	191 810	195 258	213 520	222 305	201 004			
Dépôts à vue	64 512	76 461	93 419	87 569	99 607	103 739	122 825	117 255	101 327	-9,6%	4,8%	
Placements liquides ou à court terme	49 934	53 622	59 976	67 697	90 807	90 116	89 163	103 582	98 210	-5,2%	8,2%	
Comptes d'épargne à régime spécial	339	325	187	552	460	470	558	581	383	-34,1%	-16,7%	
Placements indexés sur les taux du marché	49 595	53 297	59 789	67 145	90 347	89 646	88 605	103 001	97 827	-5,0%	8,3%	
dont comptes à terme	45 548	48 519	53 656	62 728	85 080	84 466	82 008	96 279	92 075	-4,4%	8,2%	
dont OPCVM monétaires	4 048	4 778	6 134	4 417	5 267	5 180	6 597	6 722	5 752	-14,4%	9,2%	
Placements à long terme	2 735	2 604	1 350	938	1 396	1 403	1 532	1 468	1 467	-0,1%	5,1%	
dont OPCVM non monétaires	2 718	2 600	1 348	936	1 340	1 348	1 492	1 438	1 438	0,0%	7,3%	
Ménages	221 922	254 953	276 174	290 665	320 112	321 006	326 170	327 473	332 927	1,7%	4,0%	
Dépôts à vue	58 189	64 840	67 706	71 580	86 744	88 053	93 438	91 286	93 845	2,8%	8,2%	
Placements liquides ou à court terme	90 359	107 305	126 407	131 785	132 063	129 513	124 287	126 458	128 657	1,7%	-2,6%	
Comptes d'épargne à régime spécial	60 625	62 723	67 814	79 448	86 121	85 360	87 730	90 144	91 795	1,8%	6,6%	
Livrets ordinaires	47 848	49 181	53 091	63 559	69 783	69 156	71 278	73 500	74 757	1,7%	7,1%	
Livrets A et bleus	11 769	12 528	13 725	14 899	15 330	15 207	15 431	15 618	16 002	2,5%	4,4%	
Livrets jeunes	218	248	278	295	327	319	345	354	378	6,8%	15,6%	
Comptes d'épargne logement	790	766	720	696	682	678	676	673	658	-2,2%	-3,5%	
Placements indexés sur les taux du marché	29 734	44 582	58 593	52 337	45 942	44 153	36 557	36 314	36 862	1,5%	-19,8%	
dont comptes à terme	18 516	29 953	40 026	39 356	34 244	32 587	30 134	29 775	30 290	1,7%	-11,5%	
dont bons de caisse	787	705	634	563	159	159	155	148	136	-8,1%	-14,5%	
dont OPCVM monétaires	10 431	13 924	17 934	12 418	11 539	11 407	6 268	6 391	6 435	0,7%	-44,2%	
Placements à long terme	73 374	82 808	82 061	87 300	101 305	103 440	108 445	109 729	110 425	0,6%	9,0%	
Plans d'épargne logement	5 990	5 475	4 761	4 141	4 053	3 949	3 932	3 948	3 889	-1,5%	-4,0%	
Autres comptes d'épargne	42	51	60	67	76	70	69	68	102	50,0%	34,2%	
Portefeuille-titres	4 092	5 104	3 597	3 626	4 219	4 451	4 537	4 280	4 163	-2,7%	-1,3%	
OPCVM non monétaires	6 786	5 491	3 205	2 337	2 723	2 933	2 936	2 933	2 890	-1,5%	6,1%	
Contrats d'assurance-vie	56 464	66 687	70 438	77 129	90 234	92 037	96 971	98 500	99 381	0,9%	10,1%	
Autres agents	42 690	47 935	61 184	70 680	81 992	85 829	86 329	91 673	92 077	0,4%	12,3%	
Dépôts à vue	16 682	17 119	18 303	21 420	22 289	26 597	28 961	29 600	26 098	-11,8%	17,1%	
Placements liquides ou à court terme	25 158	29 859	42 065	48 501	58 901	58 422	56 553	61 298	65 207	6,4%	10,7%	
Comptes d'épargne à régime spécial	2 689	3 173	3 248	4 575	4 915	4 711	4 916	4 624	5 346	15,6%	8,8%	
Placements indexés sur les taux du marché	22 469	26 686	38 817	43 926	53 986	53 711	51 637	56 674	59 861	5,6%	10,9%	
dont comptes à terme	22 411	26 664	38 775	43 881	53 940	53 664	51 590	56 624	59 811	5,6%	10,9%	
Placements à long terme	850	957	816	759	802	810	815	775	772	-0,4%	-3,7%	
TOTAL	381 793	435 575	492 103	517 549	593 914	602 093	626 019	641 451	626 008	-2,4%	5,4%	
Dépôts à vue	139 383	158 420	179 428	180 569	208 640	218 389	245 224	238 141	221 270	-7,1%	6,1%	
Placements liquides ou à court terme	165 451	190 786	228 448	247 983	281 771	278 051	270 003	291 338	292 074	0,3%	3,7%	
Comptes d'épargne à régime spécial	63 653	66 221	71 249	84 575	91 496	90 541	93 204	95 349	97 524	2,3%	6,6%	
Placements indexés sur les taux du marché	101 798	124 565	157 199	163 408	190 275	187 510	176 799	195 989	194 550	-0,7%	2,2%	
Placements à long terme	76 959	86 369	84 227	88 997	103 503	105 653	110 792	111 972	112 664	0,6%	8,9%	

Total des actifs financiers

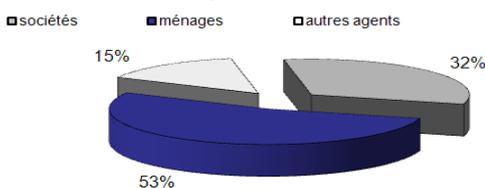
Encours (en millions de F. CFP)



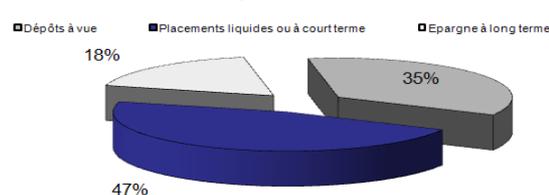
Variations sur un an



Répartition des actifs financiers par agent économique juin 2011

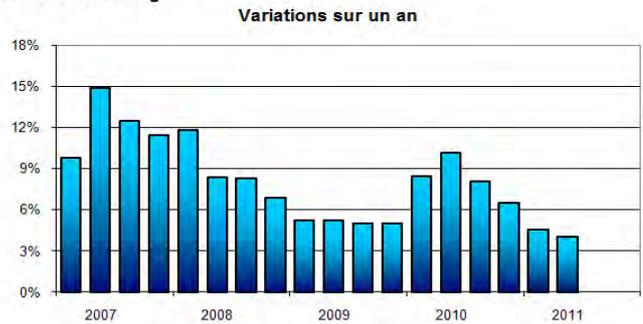
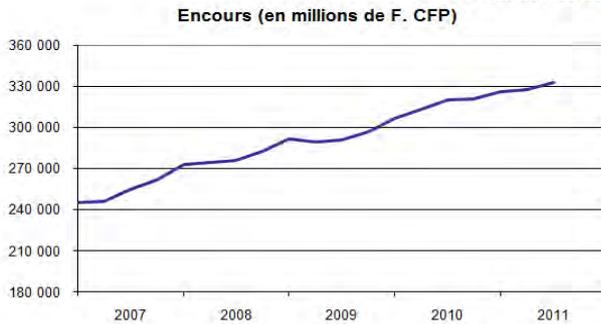


Répartition des actifs financiers par nature juin 2011

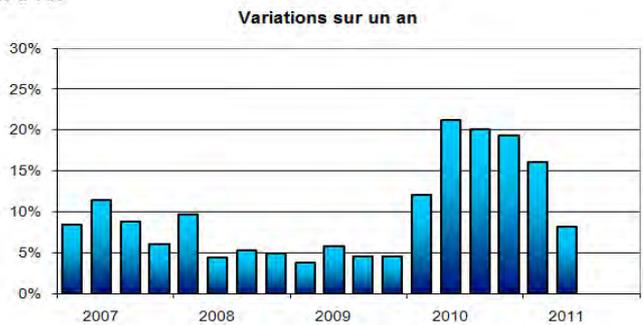
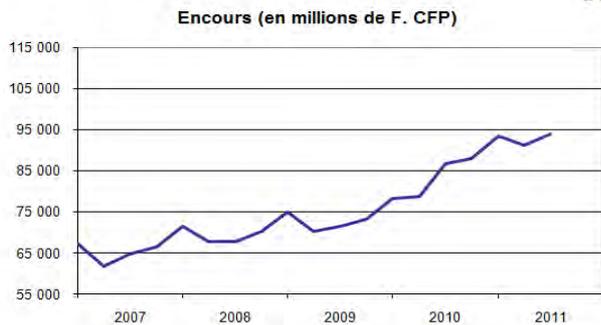


Les avoirs des ménages

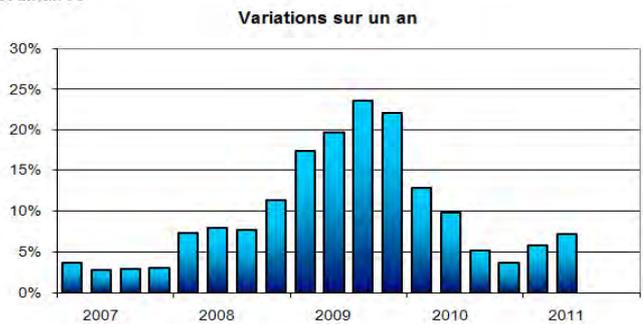
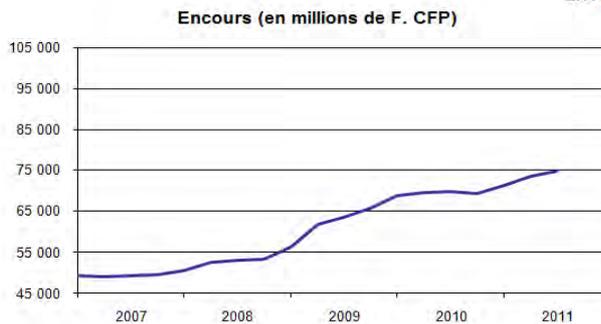
Total des actifs financiers des ménages



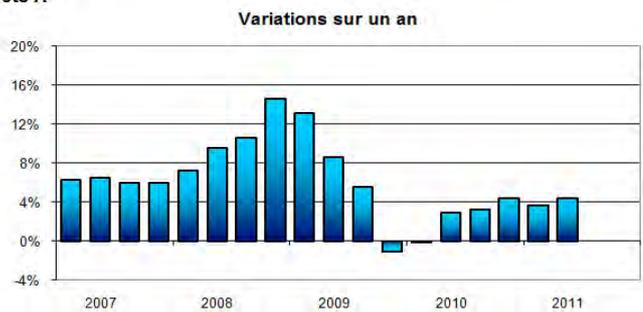
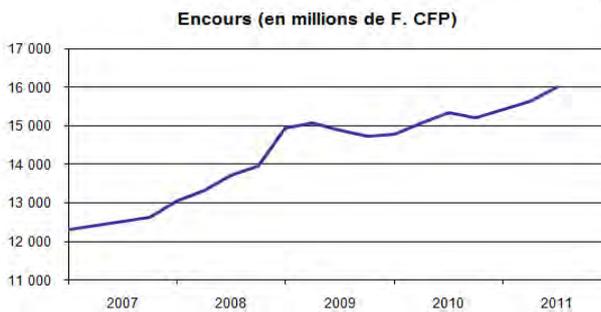
Dépôts à vue



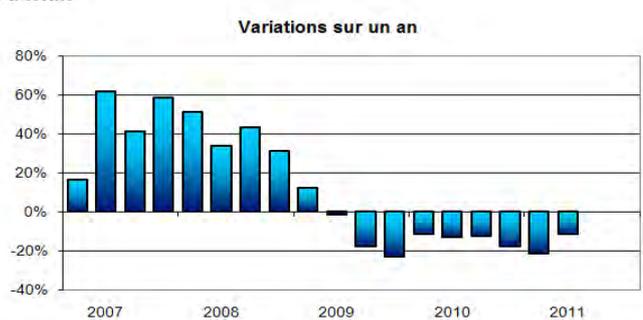
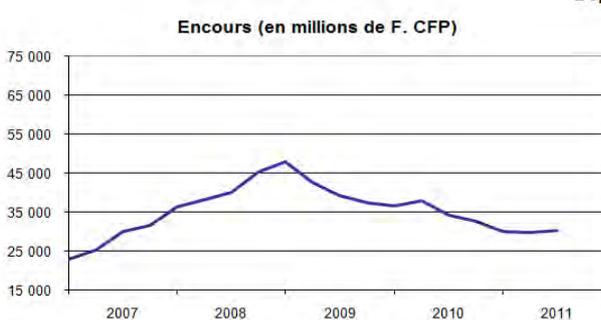
Livrets ordinaires



Livrets A

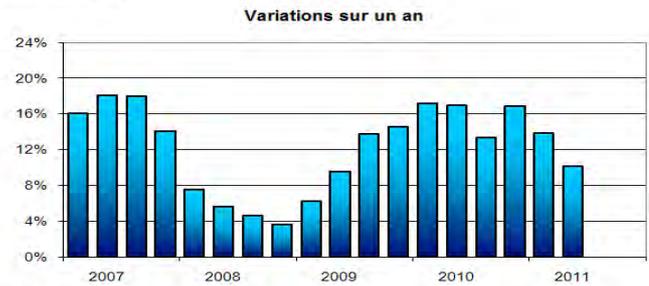
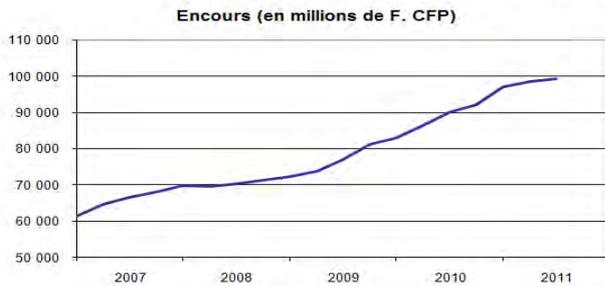


Dépôts à terme

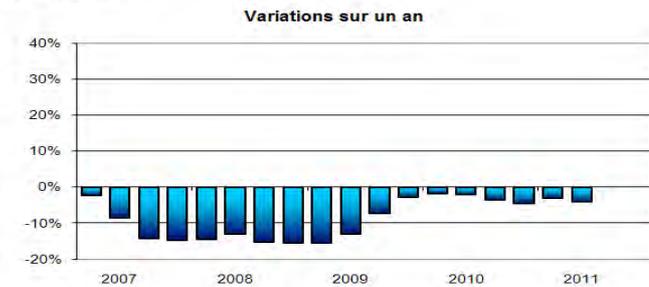
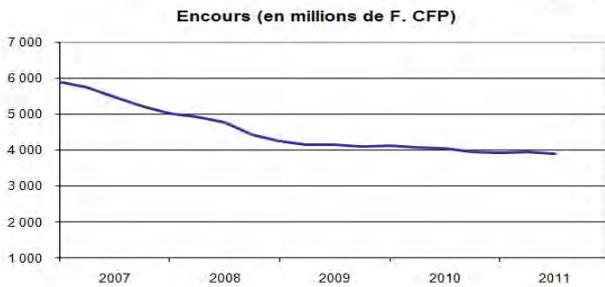


Conjoncture financière et bancaire

Contrats d'assurance-vie

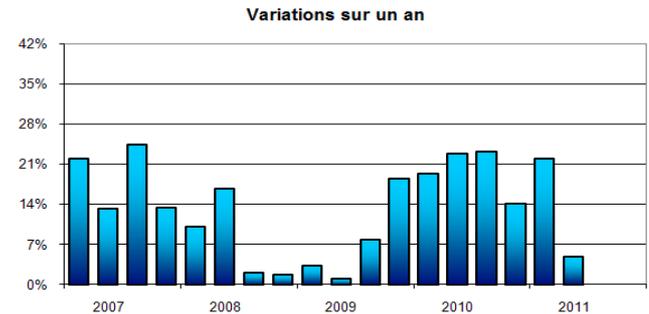
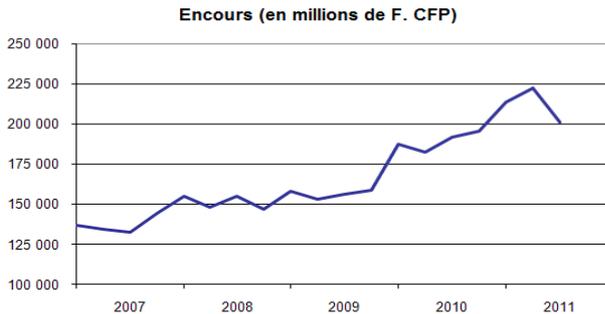


Plans d'épargne logement

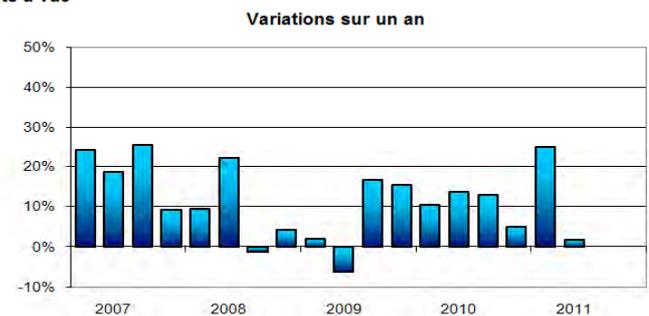
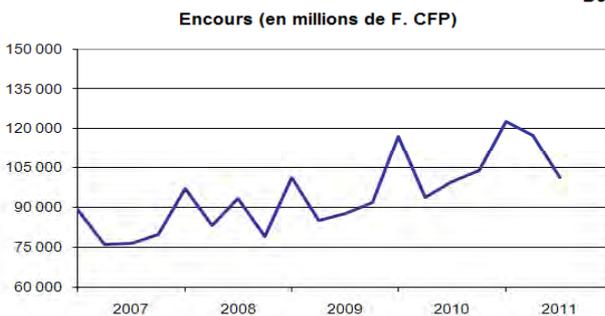


Les avoirs des sociétés

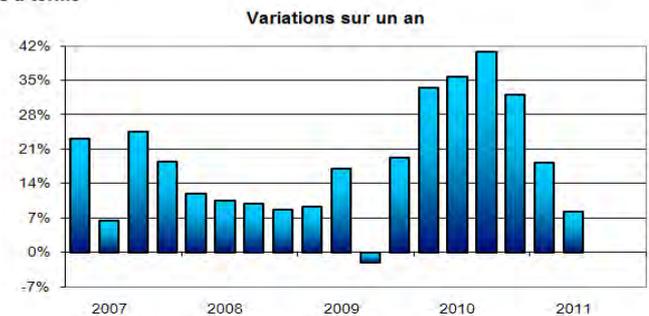
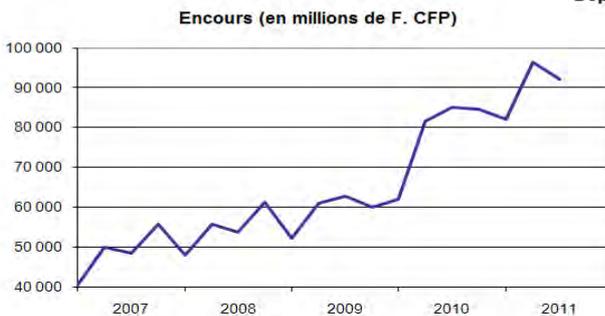
Total des actifs financiers



Dépôts à vue



Dépôts à terme

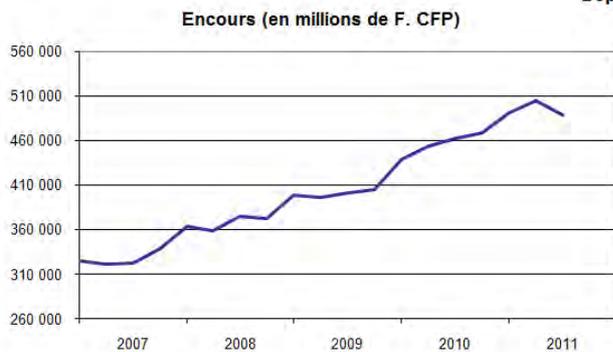


Conjoncture financière et bancaire

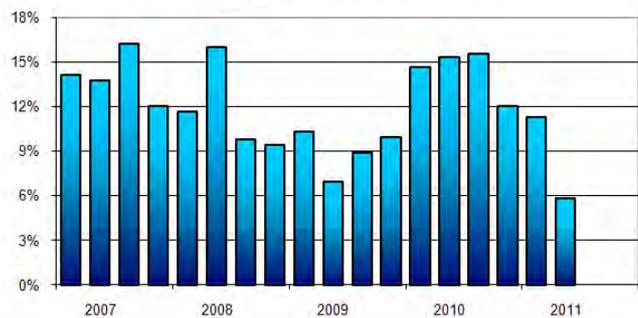
3.2 Les actifs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an
Dépôts locaux	284 160	323 112	374 639	400 562	461 942	468 188	490 383	504 163	488 687	-3,1%	5,8%
Dépôts à vue	139 383	158 420	179 428	180 569	208 639	218 389	245 223	238 141	221 270	-7,1%	6,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	57 515	58 851	62 121	73 466	79 880	78 923	81 273	83 196	85 105	2,3%	6,5%
Livrets ordinaires	50 440	52 269	56 265	68 257	74 739	73 904	76 247	78 150	80 077	2,5%	7,1%
Livrets jeunes	218	248	279	295	327	319	346	354	379	7,1%	15,9%
Comptes d'épargne logement	797	769	723	699	682	678	676	673	658	-2,2%	-3,5%
Plans d'épargne logement	6 018	5 514	4 794	4 148	4 056	3 952	3 935	3 951	3 889	-1,6%	-4,1%
Autres comptes d'épargne	42	51	60	67	76	70	69	68	102	50,0%	34,2%
Dépôts à terme	86 475	105 136	132 456	145 964	173 264	170 717	163 732	182 678	182 176	-0,3%	5,1%
Bons de caisse	787	705	634	563	159	159	155	148	136	-8,1%	-14,5%
Epargne HZE	97 633	112 463	117 465	116 986	131 971	133 907	135 634	137 288	137 321	0,0%	4,1%
Livrets A et livrets ordinaires	12 198	12 935	13 982	15 324	15 748	15 641	15 935	16 172	16 411	1,5%	4,2%
Actions	3 423	5 017	3 522	2 980	3 360	3 512	3 551	3 289	3 175	-3,5%	-5,5%
Obligations	686	90	78	648	915	995	1 027	1 021	1 017	-0,4%	11,1%
OPCVM monétaires	14 537	18 724	24 110	16 881	16 852	16 633	12 910	13 163	12 237	-7,0%	-27,4%
OPCVM non monétaires	10 325	9 010	5 335	4 024	4 862	5 089	5 240	5 143	5 100	-0,8%	4,9%
Contrats d'assurance-vie	56 464	66 687	70 438	77 129	90 234	92 037	96 971	98 500	99 381	0,9%	10,1%
TOTAL	381 793	435 575	492 104	517 548	593 913	602 095	626 017	641 451	626 008	-2,4%	5,4%

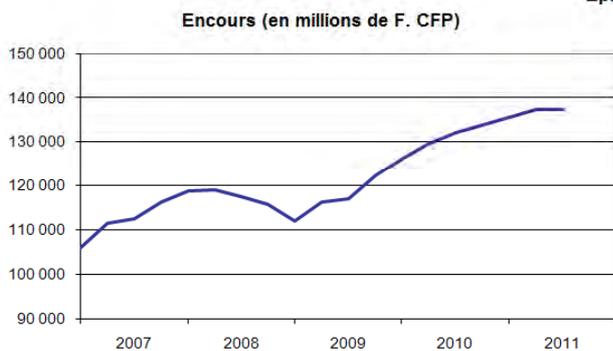
Dépôts locaux



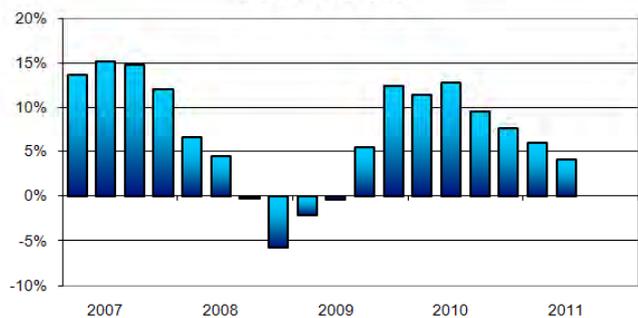
Variations sur un an



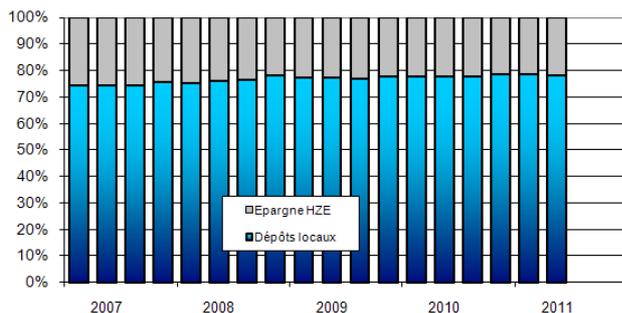
Epargne HZE



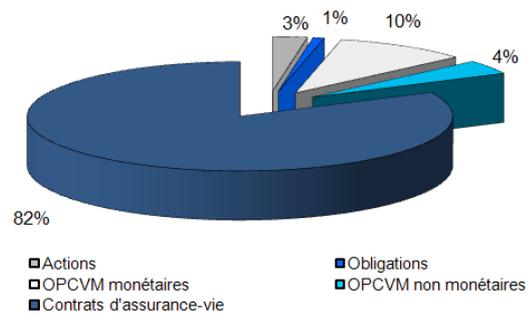
Variations sur un an



Répartition dépôts locaux / épargne HZE



Répartition de l'épargne HZE juin 2011



4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

La série des encours de crédit présente plusieurs ruptures de séries.

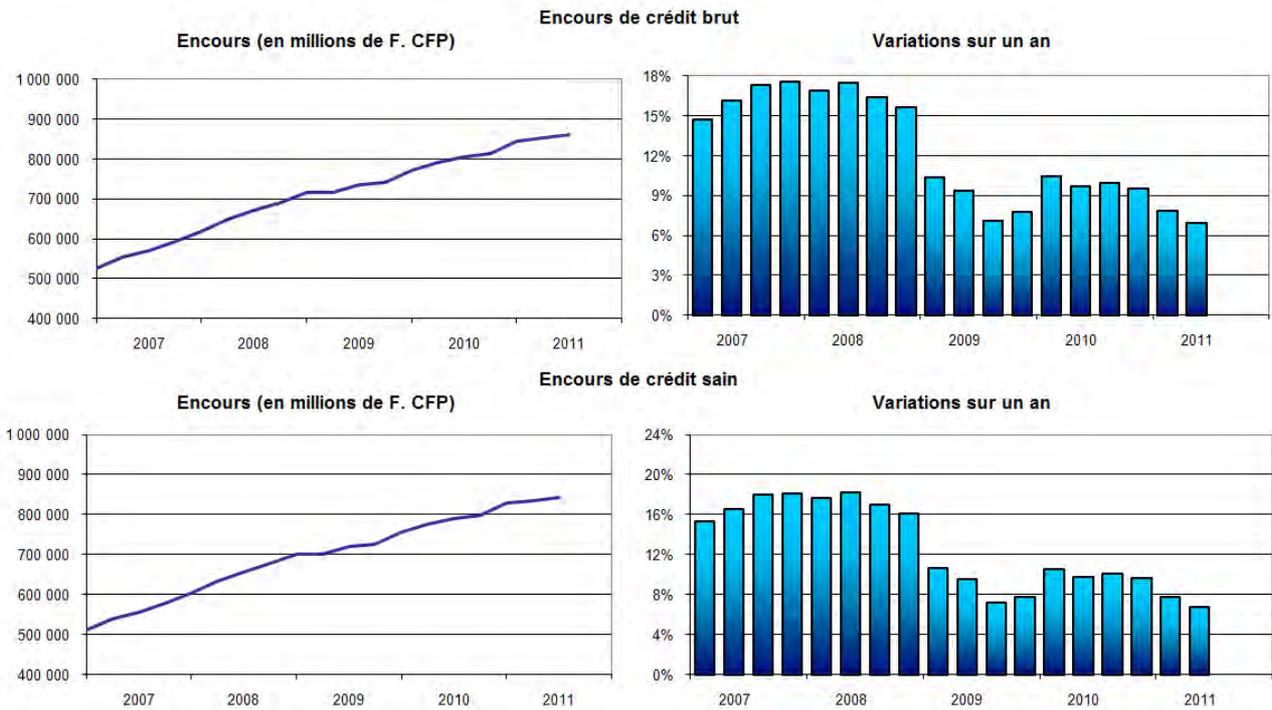
A compter de l'arrêté du 30 juin 2007, les crédits accordés par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission (HZE) ont été complétés par les données issues du SCR de la Banque de France qui permet de recenser les risques des établissements installés en métropole à destination de bénéficiaires installés en Nouvelle-Calédonie.

A compter de 2010, un établissement de crédit de la place a procédé, au cours du premier trimestre de l'année, à un reclassement comptable important (transfert d'une grande partie des crédits d'exploitation vers les crédits d'investissement) puis, à compter de l'arrêté de juin 2010, l'application du nouveau système de reporting des établissements de crédit (SURFI - Système Unifié de Reporting Financier) a induit, pour un autre établissement de crédit local, une révision du périmètre de l'activité des entrepreneurs individuels.

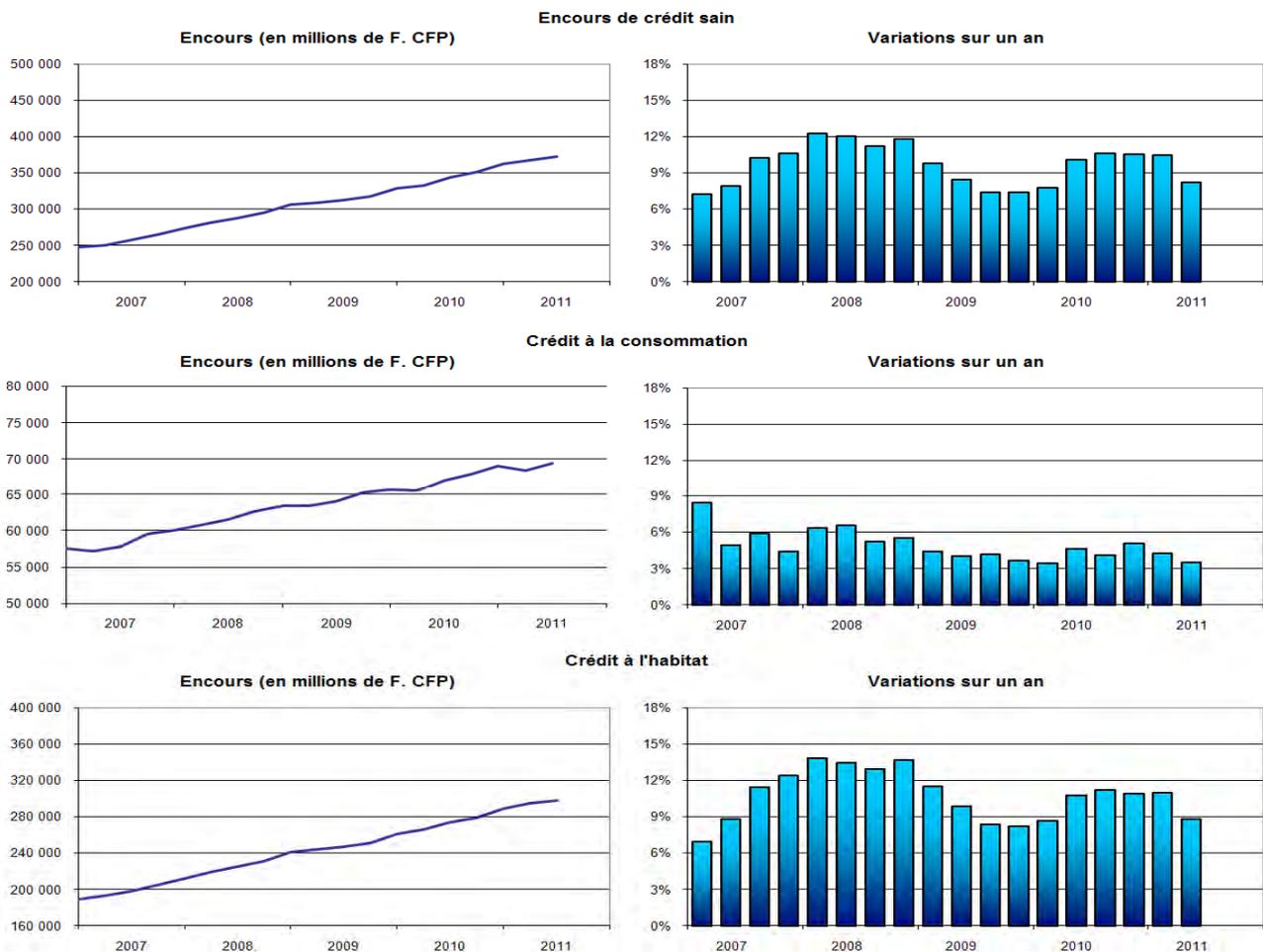
4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit

Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an
Entreprises	196 493	253 266	324 058	363 987	388 970	392 660	403 490	406 378	409 555	0,8%	5,3%
Crédits d'exploitation	62 639	70 016	75 603	79 502	70 924	71 207	76 605	76 351	77 294	1,2%	9,0%
Créances commerciales	3 105	2 962	3 851	3 688	4 045	4 457	4 201	3 949	3 998	1,2%	-1,2%
Crédits de trésorerie	32 513	38 717	44 854	43 700	39 540	39 976	43 442	42 777	40 843	-4,5%	3,3%
dont entrepreneurs individuels	1 756	1 539	1 401	1 447	1 509	1 502	1 427	1 315	1 313	-0,2%	-13,0%
Comptes ordinaires débiteurs	27 021	28 338	26 897	32 114	27 339	26 775	28 961	29 623	32 453	9,6%	18,7%
Crédits d'investissement	89 052	129 988	179 634	201 333	212 095	213 053	213 900	216 205	218 550	1,1%	3,0%
Crédits à l'équipement	79 032	119 539	169 274	191 763	203 015	204 029	204 756	207 521	209 898	1,1%	3,4%
dont entrepreneurs individuels	6 339	6 885	8 009	8 346	8 904	9 150	9 256	9 235	9 168	-0,7%	3,0%
Crédit-bail	10 020	10 449	10 360	9 570	9 079	9 024	9 144	8 683	8 651	-0,4%	-4,7%
Crédits à la construction	41 324	47 706	62 258	76 227	96 750	99 472	101 159	101 472	101 208	-0,3%	4,6%
Autres crédits	3 478	5 556	6 563	6 925	9 201	8 928	11 826	12 350	12 503	1,2%	35,9%
Ménages	238 267	257 159	288 032	312 299	343 804	350 664	362 733	367 616	371 958	1,2%	8,2%
Crédits à la consommation	55 103	57 818	61 611	64 062	67 030	67 879	69 049	68 376	69 362	1,4%	3,5%
Crédits de trésorerie	40 242	42 261	45 353	48 401	51 361	52 701	53 837	53 255	54 271	1,9%	5,7%
Comptes ordinaires débiteurs	3 663	3 083	3 100	3 091	3 889	3 440	3 793	4 103	4 387	6,9%	12,8%
Crédit-bail	11 197	12 475	13 158	12 570	11 780	11 738	11 419	11 019	10 703	-2,9%	-9,1%
Crédits à l'habitat	182 304	198 307	224 919	247 092	273 646	278 744	289 190	294 655	297 651	1,0%	8,8%
Autres crédits	860	1 034	1 502	1 145	3 128	4 041	4 494	4 585	4 945	7,9%	58,1%
Collectivités locales	33 103	35 151	37 770	34 733	46 590	44 358	48 228	46 886	47 886	2,1%	2,8%
Crédits d'exploitation	1 216	2 273	4 779	2 827	4 170	3 220	5 511	4 318	3 312	-23,3%	-20,6%
Crédits de trésorerie	1 183	2 208	4 695	2 628	3 181	2 287	4 150	2 835	1 978	-30,2%	-37,8%
Comptes ordinaires débiteurs	33	65	84	198	989	933	1 361	1 483	1 334	-10,0%	34,9%
Crédits d'investissement	30 602	31 755	32 015	31 086	41 701	40 430	42 022	41 881	44 183	5,5%	6,0%
Crédits à l'équipement	30 592	31 737	31 958	31 012	41 665	40 249	41 840	41 703	44 009	5,5%	5,6%
Crédit-bail	9	19	57	74	36	181	182	177	174	-1,7%	n.s.
Crédits à l'habitat	694	597	516	436	377	367	358	350	58	-83,4%	-84,6%
Autres crédits	591	526	460	384	342	341	337	337	333	-1,2%	-2,6%
Autres agents de CCB non ventilés	9 373	10 620	7 829	9 615	11 228	11 727	14 112	14 807	14 331	-3,2%	27,6%
Total encours sain	477 236	556 196	657 689	720 634	790 592	799 409	828 563	835 687	843 730	1,0%	6,7%
Créances douteuses brutes	15 526	16 074	14 757	14 609	15 898	15 978	16 545	17 467	18 768	7,4%	18,1%
Créances douteuses nettes	5 423	6 007	4 637	4 699	5 306	5 369	5 719	6 466	7 633	18,0%	43,9%
dont entreprises	3 848	3 869	2 824	2 766	2 907	3 180	3 158	3 065	3 843	25,4%	32,2%
dont ménages	1 474	2 017	1 757	1 865	2 399	2 188	2 558	2 517	2 741	8,9%	14,3%
Provisions	10 103	10 067	10 120	9 910	10 592	10 609	10 826	11 001	11 135	1,2%	5,1%
Total encours brut	492 762	572 270	672 446	735 243	806 490	815 387	845 108	853 154	862 498	1,1%	6,9%
Taux de créances douteuses	3,2%	2,8%	2,2%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,2%	0,1 pt	0,2 pt
Taux de provisionnement	65,1%	62,6%	68,6%	67,8%	66,6%	66,4%	65,4%	63,0%	59,3%	-3,7 pt	-7,3 pt

Conjoncture financière et bancaire

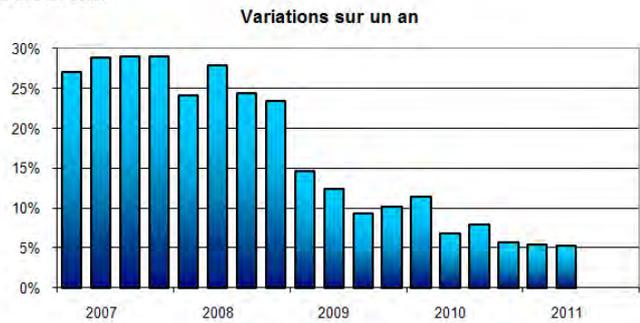
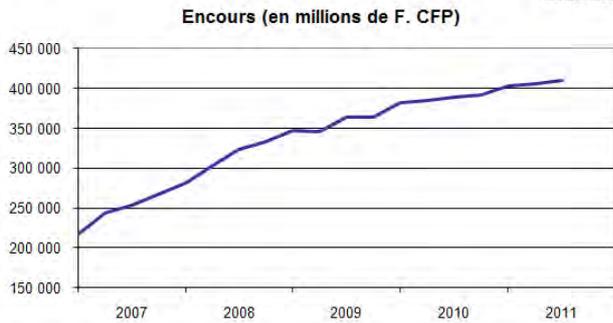


L'endettement des ménages

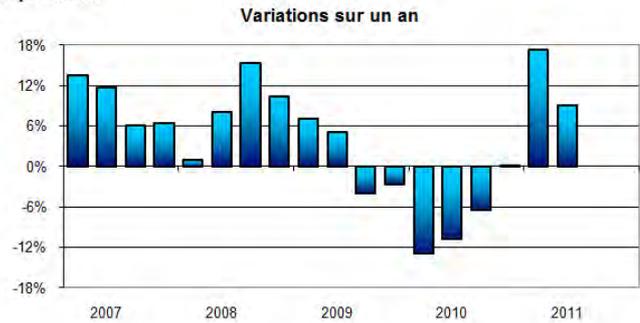
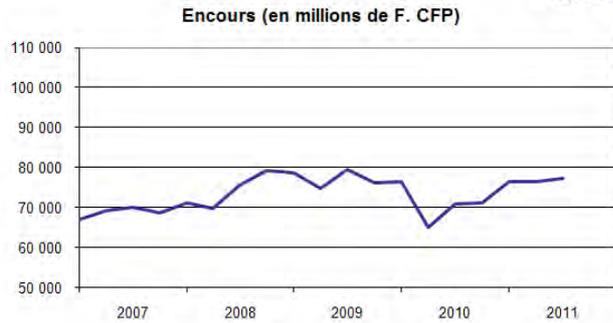


L'endettement des entreprises

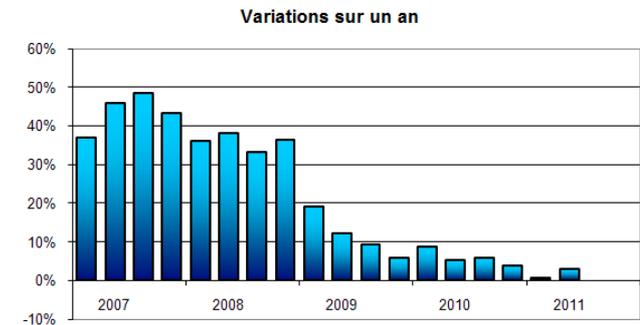
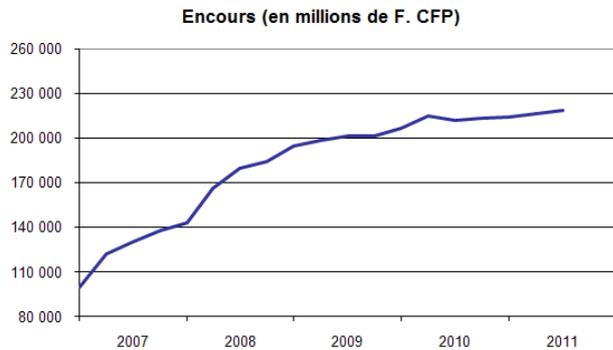
Encours de crédit sain



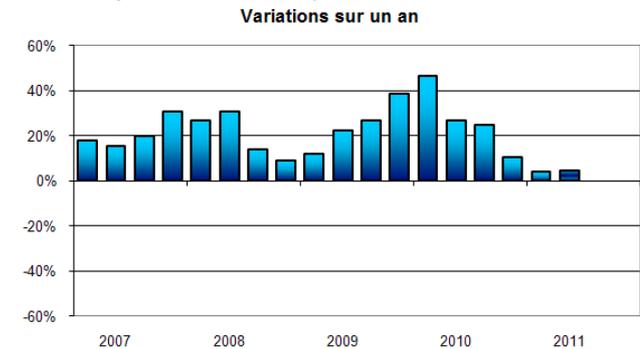
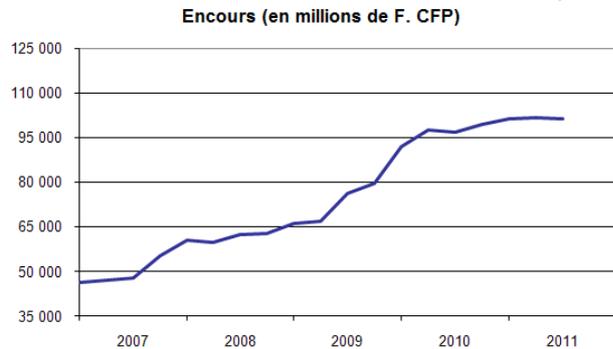
Crédits d'exploitation



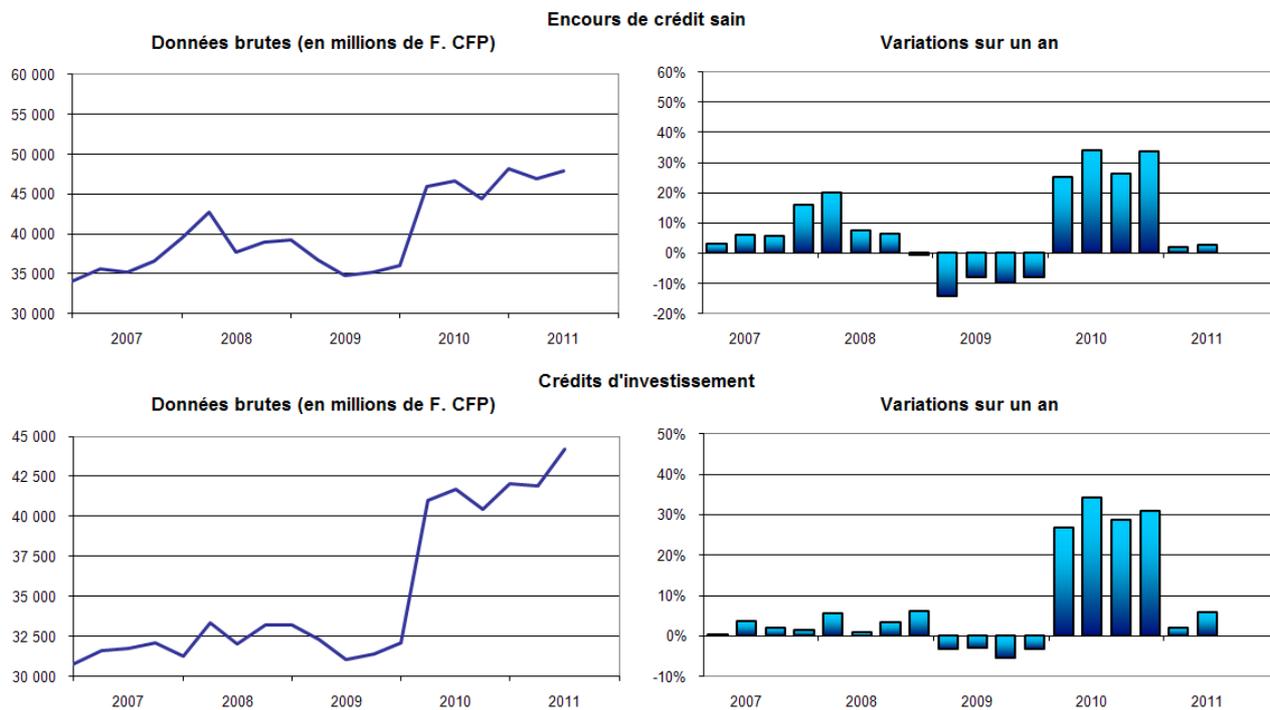
Crédits d'investissement



Crédits à la construction (dont habitat social et promotion immobilière)



L'endettement des collectivités locales



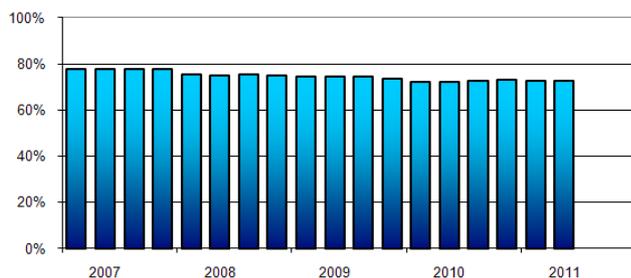
4.2 Les passifs des établissements locaux

Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an
Entreprises	171 337	205 923	241 457	265 960	271 082	274 997	285 484	285 577	287 667	0,7%	6,1%
Crédits d'exploitation	62 639	69 752	75 588	79 502	70 923	71 207	73 912	75 157	77 294	2,8%	9,0%
<i>Créances commerciales</i>	3 105	2 962	3 851	3 688	4 045	4 457	4 201	3 949	3 998	1,2%	-1,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	32 513	38 717	44 839	43 700	39 540	39 976	42 249	41 584	40 843	-1,8%	3,3%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	1 756	1 539	1 401	1 447	1 509	1 502	1 427	1 315	1 313	-0,2%	-13,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	27 021	28 074	26 897	32 114	27 338	26 775	27 461	29 623	32 453	9,6%	18,7%
Crédits d'investissement	83 127	103 132	125 673	142 427	153 521	156 099	159 510	160 803	160 138	-0,4%	4,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	73 107	92 786	115 380	132 910	144 537	147 173	150 476	152 211	151 580	-0,4%	4,9%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	6 339	6 881	7 918	8 229	8 822	9 069	9 180	9 160	9 076	-0,9%	2,9%
<i>Crédit-bail</i>	10 020	10 346	10 293	9 517	8 983	8 926	9 034	8 591	8 558	-0,4%	-4,7%
Crédits à la construction	22 290	27 712	34 324	37 677	37 947	39 273	40 746	37 777	38 242	1,2%	0,8%
Autres crédits	3 281	5 327	5 872	6 354	8 691	8 418	11 316	11 840	11 993	1,3%	38,0%
Ménages	196 480	208 804	232 443	252 060	277 208	282 369	291 721	295 230	298 606	1,1%	7,7%
Crédits à la consommation	49 909	51 524	54 100	55 324	57 176	58 052	58 941	58 206	59 122	1,6%	3,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	35 048	35 967	37 842	39 663	41 507	42 874	43 729	43 085	44 031	2,2%	6,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 663	3 083	3 100	3 091	3 889	3 440	3 793	4 103	4 387	6,9%	12,8%
<i>Crédit-bail</i>	11 197	12 475	13 158	12 570	11 780	11 738	11 419	11 019	10 703	-2,9%	-9,1%
Crédits à l'habitat	145 711	156 246	176 841	195 591	216 904	220 276	228 286	232 439	234 651	1,0%	8,2%
Autres crédits	860	1 034	1 502	1 145	3 128	4 041	4 494	4 585	4 833	5,4%	54,5%
Collectivités locales	2 629	4 593	7 328	5 397	7 596	8 218	10 879	9 667	8 984	-7,1%	18,3%
Crédits d'exploitation	1 216	2 259	4 779	2 824	4 170	3 220	5 511	4 318	3 312	-23,3%	-20,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 183	2 208	4 695	2 628	3 181	2 287	4 150	2 835	1 978	-30,2%	-37,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	33	51	84	195	989	933	1 361	1 483	1 334	-10,0%	34,9%
Crédits d'investissement	939	1 900	2 154	2 217	3 107	4 689	5 068	5 057	5 672	12,2%	82,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	929	1 882	2 097	2 143	3 071	4 508	4 886	4 879	5 498	12,7%	79,0%
<i>Crédit-bail</i>	9	19	57	74	36	181	182	177	174	-1,7%	n.s.
Crédits à l'habitat	474	434	394	356	319	309	300	292	0	n.s.	n.s.
Autres agents de CCB non ventilés	9 373	9 030	7 555	9 392	10 120	10 620	13 006	13 702	13 227	-3,5%	30,7%
Total encours sain	379 819	428 350	488 783	532 809	566 006	576 204	601 090	604 176	608 484	0,7%	7,5%
Créances douteuses brutes	15 321	15 418	14 129	13 912	15 127	15 278	15 741	16 023	16 952	5,8%	12,1%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5 218	5 351	4 009	4 002	4 535	4 669	4 915	5 022	5 817	15,8%	28,3%
<i>dont entreprises</i>	3 848	3 540	2 506	2 487	2 652	2 926	2 893	2 797	3 570	27,6%	34,6%
<i>dont ménages</i>	1 269	1 690	1 447	1 446	1 882	1 742	2 019	1 997	2 224	11,4%	18,2%
<i>Provisions</i>	10 103	10 067	10 120	9 910	10 592	10 609	10 826	11 001	11 135	1,2%	5,1%
Total encours brut	395 140	443 768	502 912	546 721	581 133	591 482	616 831	620 199	625 436	0,8%	7,6%
Taux de créances douteuses	3,9%	3,5%	2,8%	2,5%	2,6%	2,6%	2,6%	2,6%	2,7%	0,1 pt	0,1 pt
Taux de provisionnement	65,9%	65,3%	71,6%	71,2%	70,0%	69,4%	68,8%	68,7%	65,7%	-3 pt	-4,3 pt

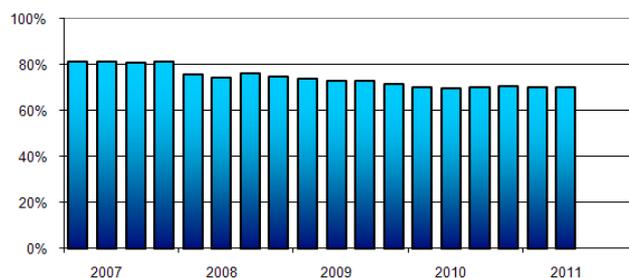
Crédits ZE

Parts de marché des établissements installés localement

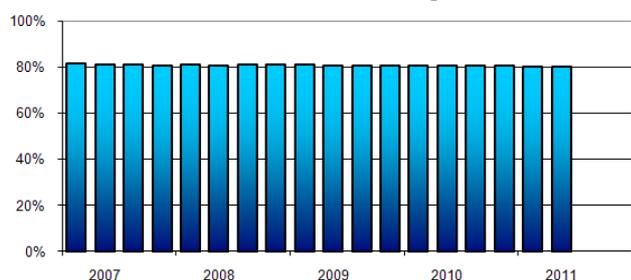
Encours de crédit brut total



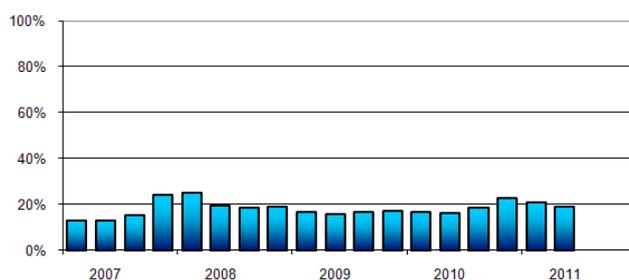
Encours de crédit aux entreprises



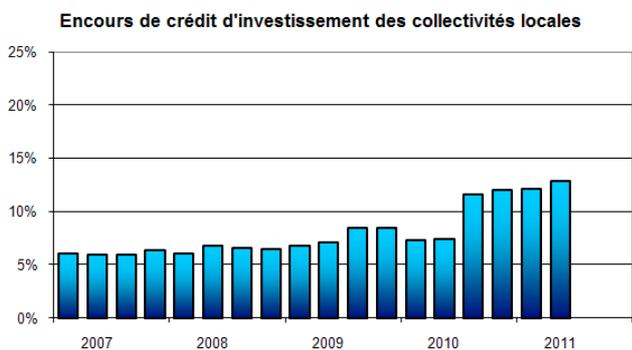
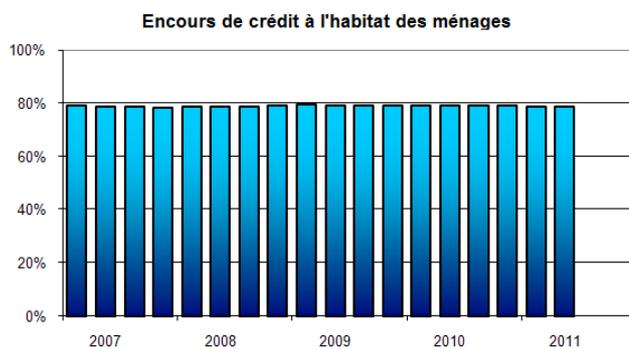
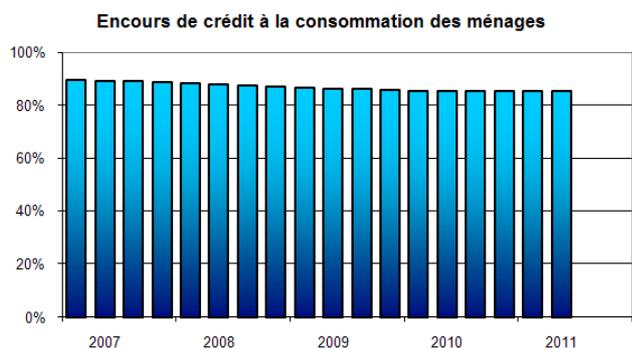
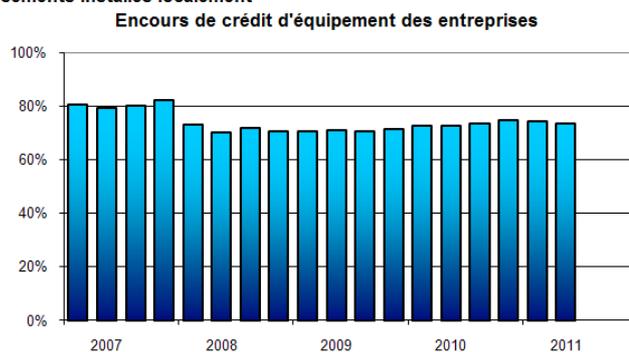
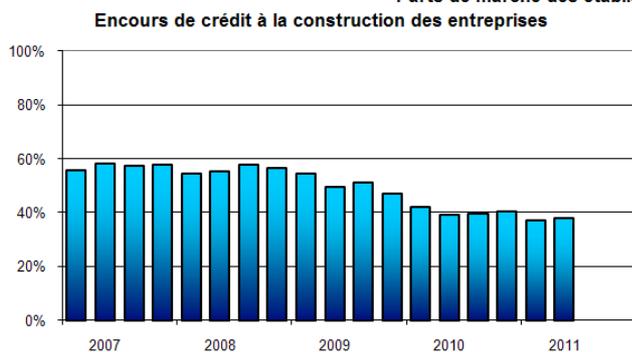
Encours de crédit aux ménages



Encours de crédit aux collectivités locales



Parts de marché des établissements installés localement



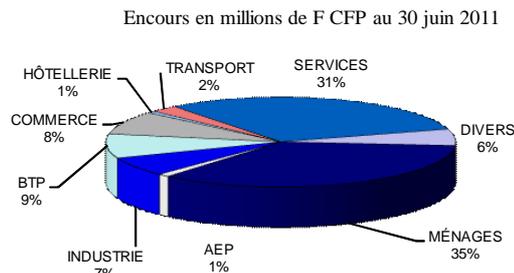
5. Les engagements bancaires

Les données de la Centrale des risques présentent plusieurs ruptures statistiques du fait de la mise en place de la nouvelle nomenclature d'activités (« NAF rév. 2 » ou « NAF 2008 »), qui a induit un processus de révision de la classification de l'ensemble des entreprises du territoire. Ce reclassement progressif, qui a débuté en mai 2010 pour être finalisé le 1er septembre 2010, s'est notamment traduit par un transfert important d'une partie des entreprises auparavant classées dans le secteur des services vers celui du BTP.

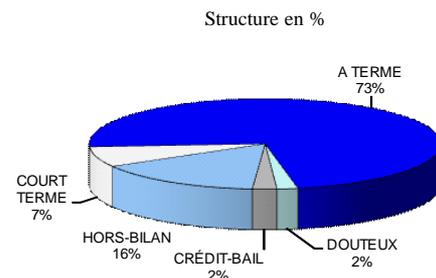
Afin de disposer d'éléments d'évolution homogènes, les données présentées ont été retraitées selon la nouvelle nomenclature d'activités mais se limitent aux sept derniers trimestres disponibles.

5.1 Les risques sectoriels

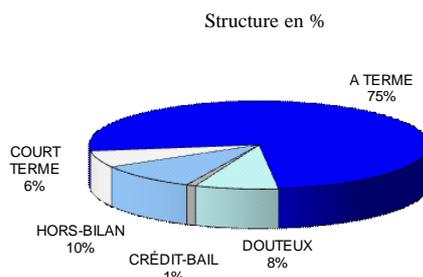
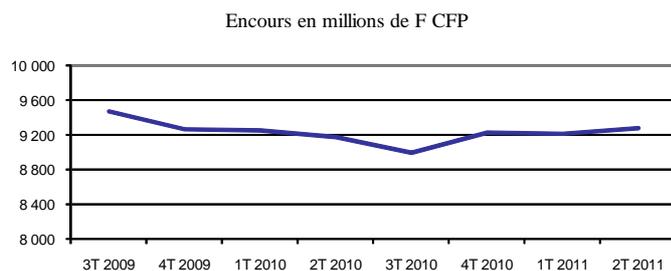
5.1. LES RISQUES SECTORIELS



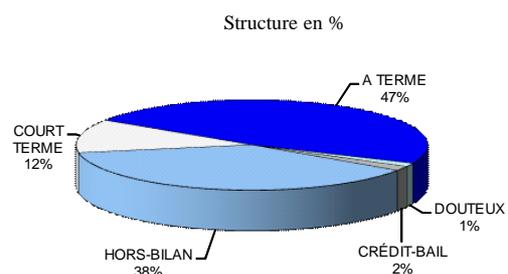
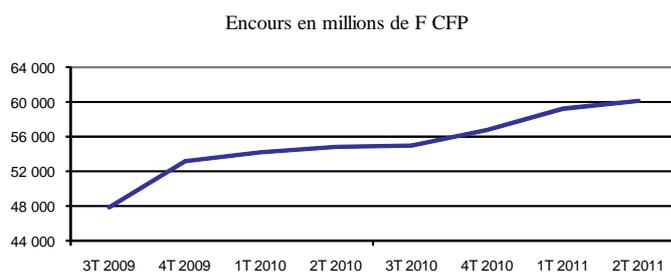
ÉVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR



AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHE



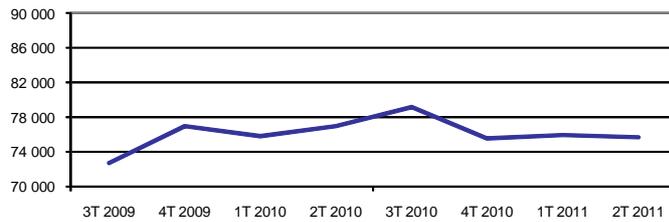
INDUSTRIE



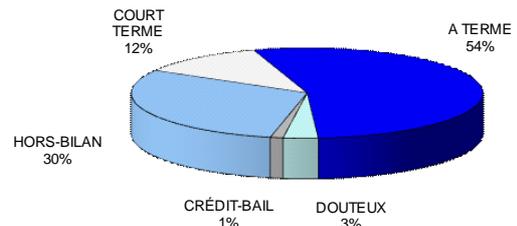
Conjoncture financière et bancaire

BTP

Encours en millions de F CFP

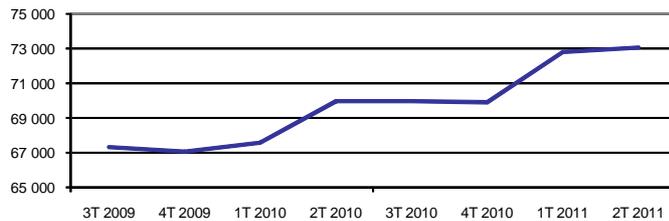


Structure en %

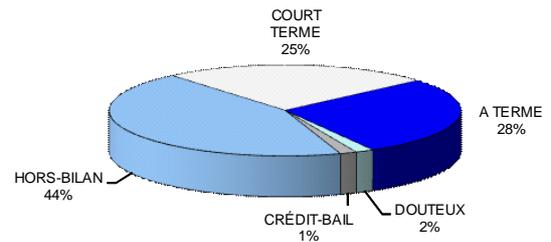


COMMERCE

Encours en millions de F CFP

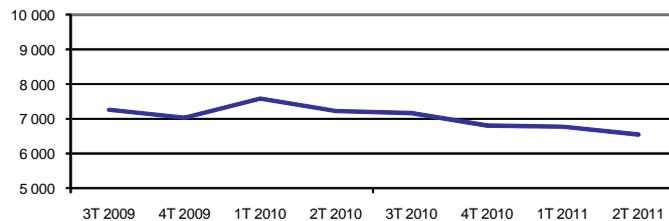


Structure en %

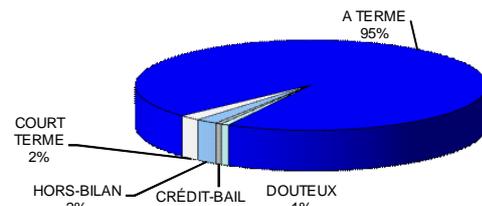


HÔTELLERIE

Encours en millions de F CFP

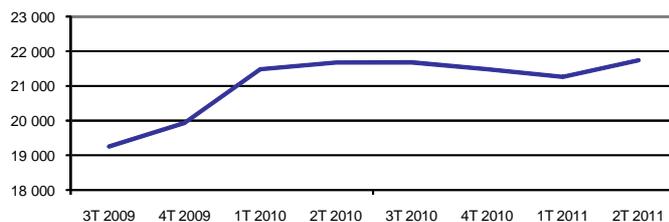


Structure en %

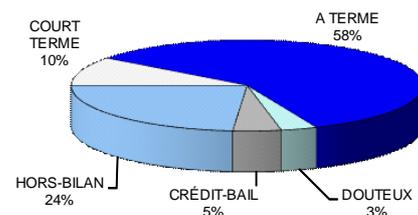


TRANSPORT

Encours en millions de F CFP

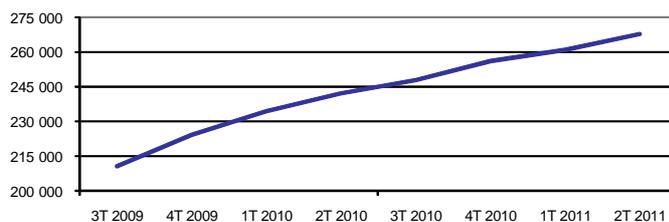


Structure en %

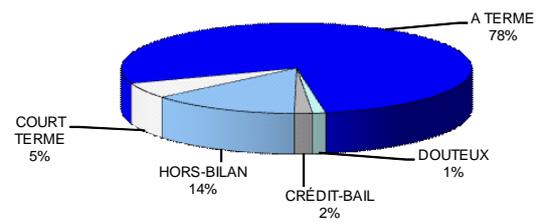


SERVICES

Encours en millions de F CFP



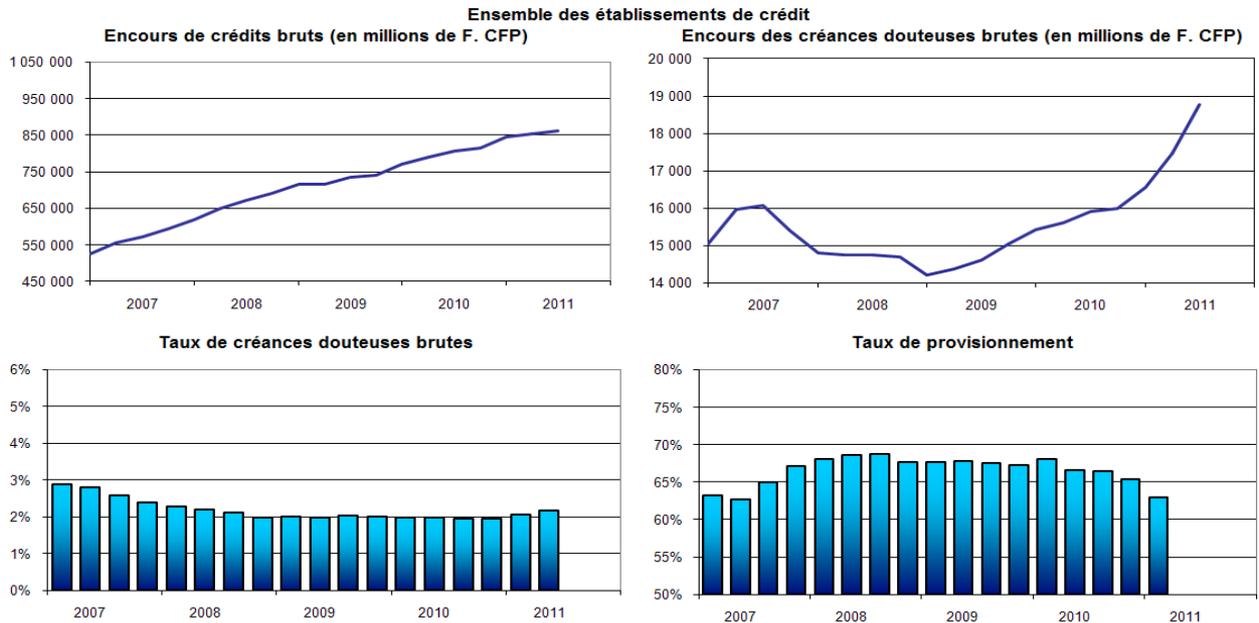
Structure en %



Conjoncture financière et bancaire

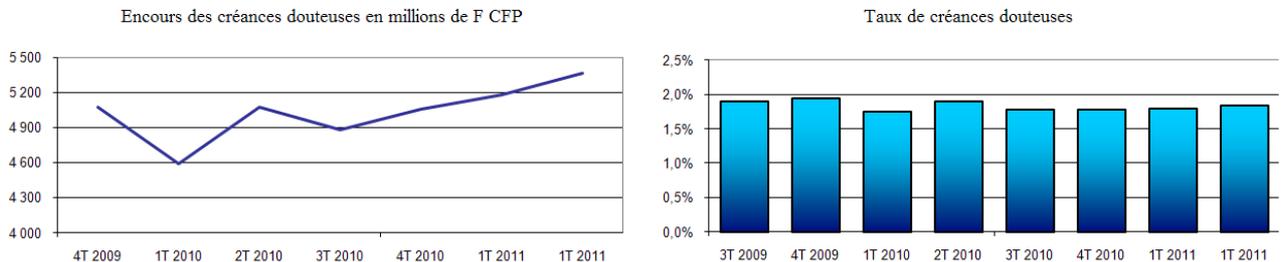
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Les indicateurs globaux (source : SURFI)

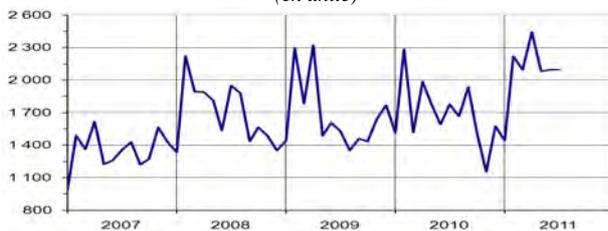


Les indicateurs de la vulnérabilité des ménages

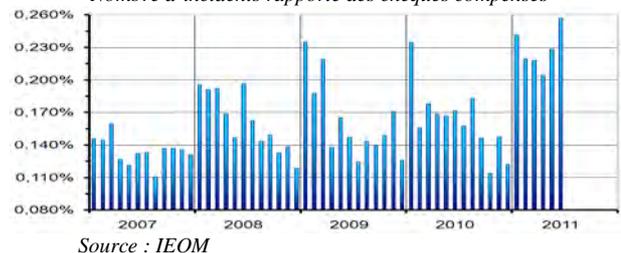
TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES BRUTES DES MÉNAGES DÉCLARÉS AU SCR



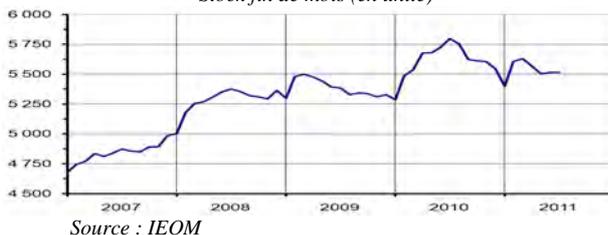
Incidents de paiement sur chèques (en unité)



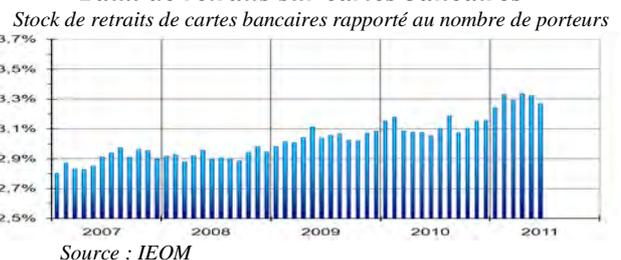
Taux de risque sur paiement sur chèques Nombre d'incidents rapporté des chèques compensés



Personnes physiques interdites bancaires Stock fin de mois (en unité)



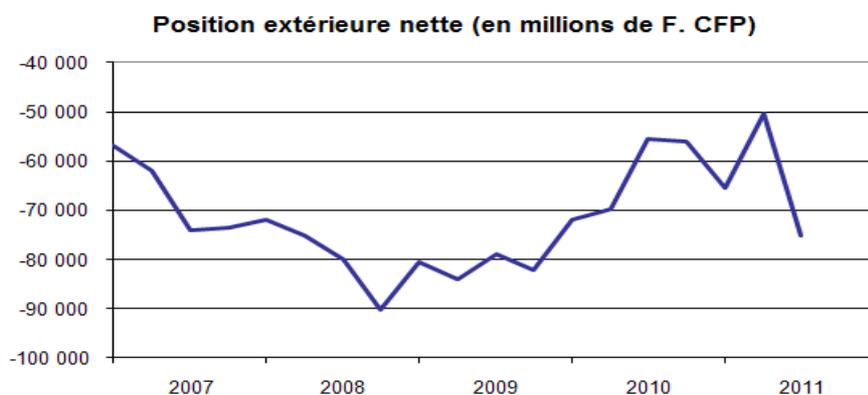
Taux de retraits sur cartes bancaires



6. Le financement des concours bancaires

6.1 L'équilibre emplois - ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an
Emplois	407 693	459 028	520 373	564 087	604 249	613 925	642 304	640 478	649 042	1,3%	7,4%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	1 487	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	395 140	443 768	502 912	546 721	581 133	591 482	616 831	620 199	625 436	0,8%	7,6%
Réserves obligatoires et libres	12 553	15 260	15 974	17 366	23 116	22 443	25 473	20 279	23 606	16,4%	2,1%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ressources	407 693	459 028	520 373	564 087	604 249	613 925	642 304	640 478	649 042	1,3%	7,4%
Dépôts collectés (- encaisses)	281 418	319 032	369 939	394 964	455 434	461 723	482 504	496 740	481 320	-3,1%	5,7%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	49 136	51 747	57 808	59 690	62 604	62 774	61 287	61 261	64 696	5,6%	3,3%
Excédent des opérations diverses des EC	5 098	4 746	4	12 135	11 195	15 650	15 170	13 630	9 685	-28,9%	-13,5%
Réescompte	8 635	9 553	12 774	18 425	19 441	17 689	18 034	18 557	18 586	0,2%	-4,4%
Position extérieure nette des EC (si négative)	63 406	73 950	79 848	78 873	55 575	56 089	65 309	50 290	74 755	48,6%	34,5%

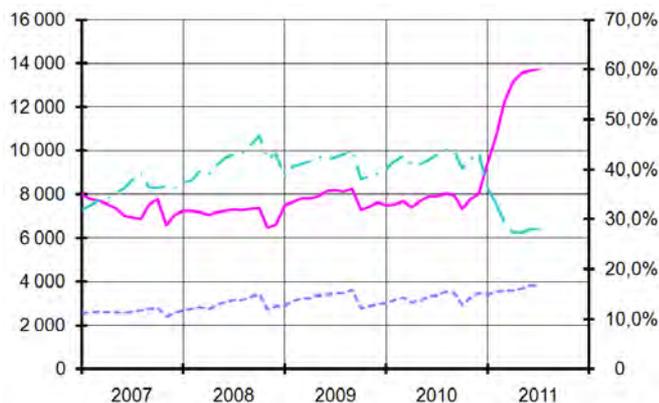


6.2 Le réescompte

Cotation et réescompte	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an
Cotation (nombre)											
Cotes valides	9 422	6 943	7 322	8 186	7 906	7 343	9 473	13 113	13 732	4,7%	73,7%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	2 706	2 628	3 148	3 476	3 387	2 952	3 423	3 606	3 847	6,7%	13,6%
Taux	29%	38%	43%	42%	43%	40%	36%	27%	28%	1 pt	-15 pt
Refinancement (montants en millions de XPF)	8 634	9 554	12 774	18 425	19 301	17 690	18 035	18 554	18 587	0,2%	-3,7%
Entreprises	8 622	9 358	12 697	18 404	19 297	17 686	18 031	18 551	18 584	0,2%	-3,7%
Particuliers	12	196	77	21	4	4	4	3	3	0,0%	ns

Cotation des entreprises

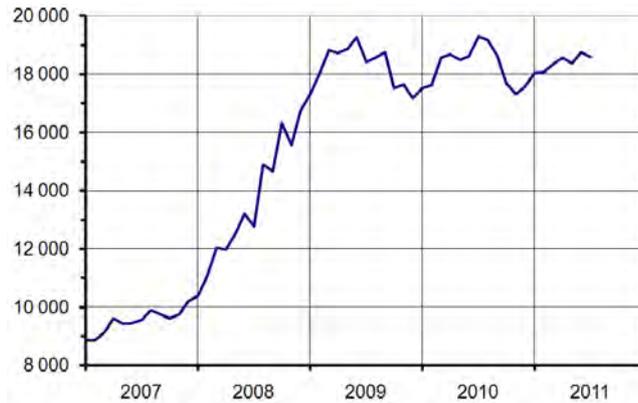
Nombre d'entreprises cotées — (pink line)
 Nombre d'entreprises cotées et rééligibles --- (dashed blue line)
 Taux d'éligibilité — (dashed green line)



Source : IEOM

Mobilisation des crédits

Montant global du portefeuille en fin de mois
 (en millions de F CFP)



Source : IEOM

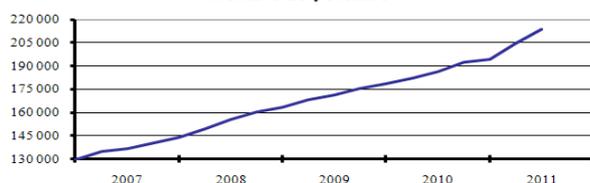
Conjoncture financière et bancaire

7. La monétique et les échanges de valeur

7.1 La monétique

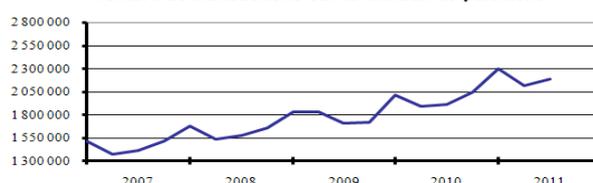
Monétique										Variations	
	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an
Cartes bancaires											
Nombre de cartes	125 307	136 557	155 806	171 110	186 647	192 207	194 268	204 543	213 593	4,4%	14,4%
Carte Bleue	74 587	79 156	86 602	92 875	100 510	104 293	105 332	106 879	108 798	1,8%	8,2%
Carte Jade	25 578	28 244	31 586	33 975	35 376	35 735	36 020	37 271	38 980	4,6%	10,2%
Cartes privatives	25 142	29 157	37 618	44 260	50 761	52 179	52 916	60 393	65 815	9,0%	29,7%
Terminal de paiement électronique											
Nombre de TPE	2 438	2 532	2 762	2 952	3 037	3 209	3 247	3 247	3 425	5,5%	12,8%
Nombre de transactions	1 300 147	1 414 562	1 574 253	1 703 557	1 904 670	2 043 314	2 294 999	2 107 582	2 177 738	3,3%	14,3%
Montant (milliers de XPF)	11 259 371	12 295 523	13 969 970	14 528 458	16 183 131	17 281 602	20 142 879	18 100 979	18 471 404	2,0%	14,1%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	9	9	9	9	9	9	9	9	9	-1,2%	0,0%
Machines de traitement mécanique											
Nombre de MTM*	246	219	45	39	47	44	44	43	37	-14,0%	-21,3%
Nombre de transactions	4 157	4 590	3 891	4 330	5 837	6 324	6 063	6 301	6 183	-1,9%	5,9%
Montant (milliers de XPF)	109 571	108 348	99 724	121 379	182 702	194 452	189 452	190 808	203 150	6,5%	11,2%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	26	24	26	28	31	31	31	30	33	8,6%	5,1%
Automates bancaires (DAB, GAB, DIB ...)											
Nombre d'automates	120	141	161	167	194	197	202	208	215	3,4%	10,8%
Nombre de retraits	1 016 613	1 209 459	1 468 829	1 582 260	1 712 686	1 833 575	1 911 099	1 796 726	1 960 661	9,1%	14,5%
Montant (milliers de XPF)	9 530 112	11 673 463	15 470 655	16 602 913	17 758 060	19 295 108	21 063 058	19 397 836	20 657 668	6,5%	16,3%
Moyenne par retrait (milliers XPF)	9	10	11	11	10	11	11	11	11	-2,8%	1,0%

Nombre de porteurs



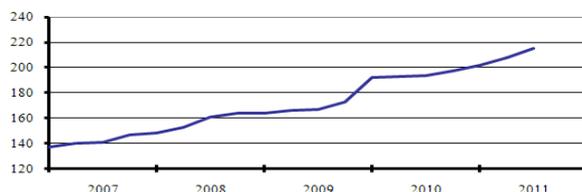
Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre de transactions sur terminaux de paiement



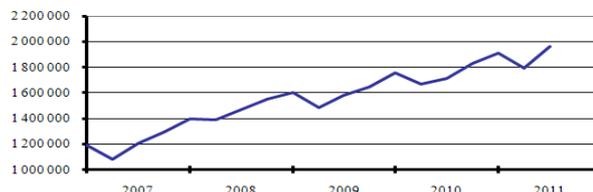
Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre d'automates bancaires (DAB, GAB, DIB...)



Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre de retraits sur automates bancaires

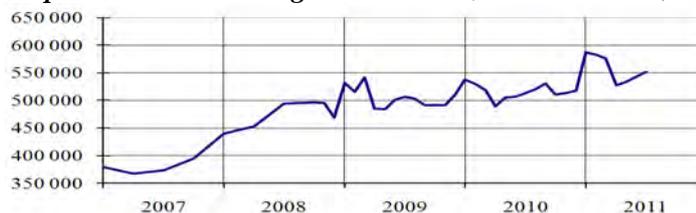


Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs										Variations	
	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	juin-11	1 trim	1 an
En nombre	4 411 726	4 533 681	4 812 628	4 777 357	4 933 014	5 070 640	5 181 461	4 916 308	4 550 252	-7,4%	-7,8%
Chèques	2 949 006	2 973 639	3 108 062	2 984 124	3 036 182	3 145 758	3 257 324	2 989 070	2 746 284	-8,1%	-9,5%
Virements	782 736	835 445	900 125	934 546	1 006 909	1 025 008	1 034 221	956 742	982 728	2,7%	-2,4%
Effets	5 036	3 790	3 358	3 112	2 841	2 947	2 991	2 891	2 610	-9,7%	-8,1%
Autres	674 948	720 807	801 083	855 575	887 082	896 927	886 925	967 605	818 630	-15,4%	-7,7%
En millions de F CFP	332 699	367 459	453 169	484 933	514 035	510 907	587 204	527 991	552 370	4,6%	7,5%
Chèques	161 933	184 359	224 933	242 121	245 037	234 728	268 285	239 234	246 433	3,0%	0,6%
Virements	146 000	158 824	201 513	214 196	241 207	247 561	290 615	258 792	279 857	8,1%	16,0%
Effets	9 532	7 693	7 488	7 814	6 388	6 984	6 804	6 634	6 520	-1,7%	2,1%
Autres	15 234	16 583	19 235	20 802	21 403	21 634	21 500	23 331	19 560	-16,2%	-8,6%

Compensation des échanges de valeurs (en millions de F CFP)



Source : IEOM

Conjoncture financière et bancaire

8. Rappel des taux

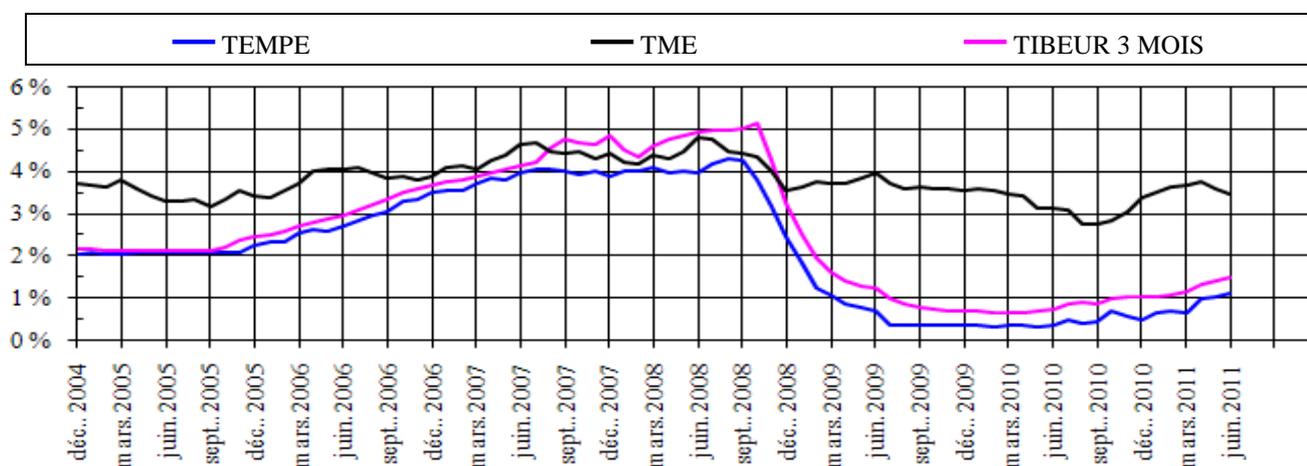
8.1 Les taux d'intérêt légal

Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Année 2009	Année 2010	Année 2011
4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %	2,05 %	2,11 %	2,95 %	3,99 %	3,79 %	0,65 %	0,38 %

8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	4,00%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	6,00% à 6,45% (Taux SGFGAS à partir du 01/06/2011)
taux de la facilité de prêt marginal	13/07/2011	2,25%	
taux de l'escompte de chèques	13/07/2011	2,25%	

8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'État à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

8.4 Les taux de l'usure

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er juillet 2011)

Description	seuil de l'usure	Description	seuil de l'usure
Prêts aux particuliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF	17,49%
		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	9,34%
Prêts immobiliers		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts à taux fixe	5,97%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,13%
Prêts à taux variable	5,33%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,29%
Prêts-relais	6,07%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,08%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,88%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	21,41%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,00%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	19,37%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	11,22%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	18,61%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	10,46%	Découverts en compte (1)	13,88%

(1) y compris commission du plus fort découvert

8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit

LE COÛT DU CRÉDIT AUX PARTICULIERS

Evolution du coût du crédit aux particuliers

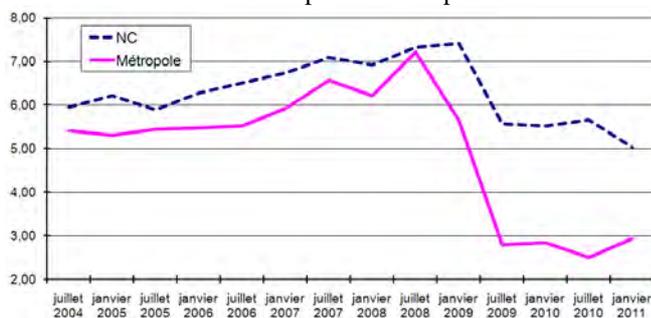
Taux moyen pondéré	Enquête de janvier/février 2009	Enquête de juillet/août 2009	Enquête de janvier/février 2010	Enquête de juillet/août 2010	Enquête de janvier/février 2011	Variations en points	
						sur 12 mois	sur 6 mois
Prêts immobiliers.....	5,83%	5,32%	5,02%	4,75%	4,63%	-0,39 pt	-0,12 pt
Prêts personnels < 181 920 F CFP.....	18,50%	17,03%	17,17%	17,91%	18,28%	1,11 pt	0,37 pt
Découverts.....	10,91%	10,30%	10,51%	10,28%	11,20%	0,69 pt	0,92 pt
Prêts personnels > 181 920 F CFP.....	7,75%	7,38%	6,99%	6,44%	6,15%	-0,84 pt	-0,29 pt
TMPG.....	7,08%	6,40%	6,21%	5,85%	5,74%	-0,47 pt	-0,11 pt
Déclarations (en nb).....	3 891	4 415	4 316	5 295	4 159	- 3,6%	- 21,5%

LE COÛT DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

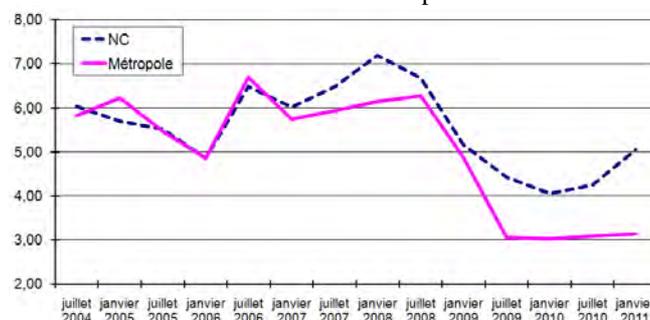
Evolution du coût du crédit net aux entreprises

Taux moyen pondéré	Enquête de janvier/février 2009	Enquête de juillet/août 2009	Enquête de janvier/février 2010	Enquête de juillet/août 2010	Enquête de janvier/février 2011	Variations en points	
						sur 12 mois	sur 6 mois
Escompte.....	7,42%	5,57%	5,52%	5,66%	5,03%	-0,49 pt	-0,63 pt
Découvert.....	5,17%	4,42%	4,06%	4,24%	5,05%	0,99 pt	0,81 pt
Autres court terme.....	4,91%	4,72%	4,61%	4,80%	3,84%	-0,77 pt	-0,96 pt
Ensemble court terme.....	5,92%	4,94%	4,77%	4,94%	4,89%	0,12 pt	-0,05 pt
Moyen et long terme.....	5,41%	4,65%	4,39%	4,32%	4,58%	0,19 pt	0,26 pt
TMPG.....	5,72%	4,83%	4,62%	4,70%	4,77%	0,15 pt	0,07 pt
Déclarations (en nb).....	1 789	2 216	1 743	2 077	1 490	- 14,5%	-100,0%

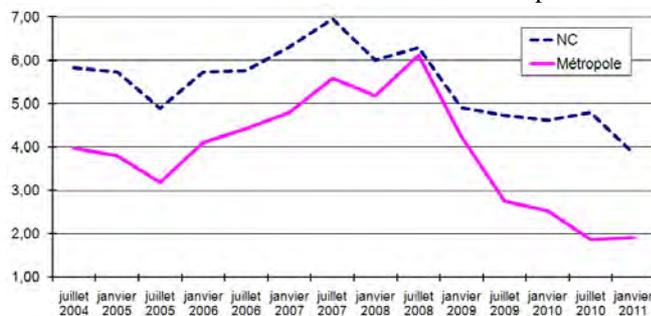
Evolution du coût moyen pondéré de l'escompte aux entreprises



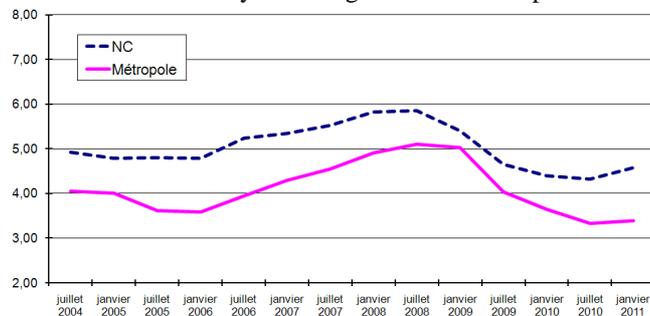
Evolution du coût moyen pondéré du découvert aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des autres crédits à court terme aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des crédits à moyen et long terme aux entreprises



Nota : Pour chaque catégorie de crédit, les taux retenus pour la Métropole sont ceux de la tranche des crédits correspondant au montant moyen observé sur la place lors de l'enquête.

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, c'est le cas de l'Agence française de développement (AFD) ou de la CASDEN, qui disposent d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les **placements liquides ou à court terme** regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'**épargne à long terme** est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les **ménages** regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels.

Les **sociétés** correspondent aux sociétés non financières et les « autres agents » rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans le territoire sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'AFD, la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des **entrepreneurs individuels** (EI) sont répartis dans les catégories « entreprises » et « ménages » selon la nature de crédits et le comportement économique qui leur est attaché. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI", notamment les crédits d'investissement, sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières" - SNF).

Conjoncture financière et bancaire

Pour les **entreprises** (SNF et EI), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs (SNF seules) et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les **ménages**, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les **autres agents** regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2 500 K XPF de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Jusqu'au 3 mai 2010

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
Agriculture, Élevage, Pêche	01 à 05
Industrie	10 à 41
BTP	45
Commerce	50 à 52 sauf 502Z
Hôtellerie	551A, 551C, 552A, 552C, 552E et 555D
Transport et communications	60 à 64
Services	551E, 552F, 553A, 553B, 554A, 554B, 555A, 555C, 502Z, 65 à 74 et 80 à 95
Divers (essentiellement des administrations publiques)	75 et 99

A partir du 3 mai 2010, la bascule complète des entreprises n'ayant toutefois été finalisée que le 1^{er} septembre 2010

Secteurs	Codes NAF rév. 2 (ou "NAF 2008") Code division de la nomenclature INSEE
Agriculture, Élevage, Pêche	01 à 3
Industrie	05 à 39
BTP	41 à 43
Commerce	45 à 47 sauf 452
Hôtellerie	55
Transport et communications	49 à 53
Services	56 à 96 et 452
Divers (essentiellement des administrations publiques)	84 et 99

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE
Responsable de la rédaction : T. BELTRAND
Editeur et imprimeur : IEOM
Achévé d'imprimer le 16 septembre 2011
Dépôt légal : septembre 2011 - n° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE
19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex
Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553
E-mail : agence@ieom.nc
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : agence@ieom.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03